

LA CROIX

vendredi 27 avril 2018 — Quotidien n° 41088 — 1,90 €

France

**Jean-Michel Blanquer
veut revenir aux
fondamentaux au CP** P.10

Économie

**La formation
professionnelle
pour tous** P.13

Initiatives & solidarité

**De la rue à l'emploi,
avec Emmaüs Défi**
P. 21 à 23

éditorial

Guillaume Goubert

Thérapie urbaine

Jean-Louis Borloo a remis hier un rapport ambitieux sur la politique de la ville P. 11

Jean-Louis Borloo est un personnage à part dans la vie publique. Il est imprévisible, ne rentre dans aucune case, a pu donner le sentiment de sauter d'un sujet à l'autre sans aller jusqu'au bout des dossiers. Mais ces travers ont pour contreparties des qualités. La capacité à surprendre, à déranger, à oser s'insurger contre la force des choses. Le rapport sur la politique de la ville qu'il a remis hier au premier ministre en est une belle illustration.

L'ancien ministre a d'abord le courage d'aller contre des idées reçues. À commencer par cette affirmation selon laquelle les « plans banlieues » qui se sont succédé depuis trente ans auraient été des dépenses en pure perte. Sans ce qui a été fait, la situation serait certainement bien pire. Mais il faut aussi être conscient de tout ce qui n'a pas été fait, bien des annonces n'ayant jamais été concrétisées.

Le nouveau « plan Borloo » a également le mérite d'aborder tous les fronts à la fois. Pas seulement la rénovation du bâti, aussi nécessaire demeure-t-elle. Mais aussi les transports, l'emploi, la scolarité, la citoyenneté, la promotion des femmes... Il suggère aussi une nouvelle approche dans l'administration des choses avec la création d'une sorte d'ENA des banlieues et d'une juridiction veillant à « l'équité territoriale ». L'urgence de cette thérapie de choc ne fait pas de doute.

Publicité

Corée, une chance pour la paix

Les dirigeants du Nord et du Sud se rencontrent aujourd'hui à la frontière pour un sommet décisif

P. 2-3



Manifestation pour la réunification des deux Corées, à Séoul, le 25 avril. Jorge Silva/Reuters

« DANS CE FILM, MÊME LES LARMES SONT BELLES »

LE FIGARO ★★★



FOXTROT

UN FILM DE SAMUEL MAOZ

SENSE

TRANSFUGE

vraiment

POSITIF

Society

ACTUELLEMENT AU CINÉMA

PREMIERE

Sofilm

LE FIGARO

ART&CO

M 00140 - 427 - F: 1,90 €



Le dirigeant sud-coréen Moon Jae-in et son homologue nord-coréen Kim Jong-un se rencontrent aujourd'hui pour un sommet historique.

L'arsenal nucléaire nord-coréen et la rédaction d'une déclaration de paix entre les deux pays, en conflit depuis 1950, seront au cœur des discussions.

« La Croix » a interrogé des Sud-Coréens pour connaître leur perception du rapprochement accéléré avec le voisin du Nord.

Un vent d'espoir souffle sur les deux Corées

— Les dirigeants des deux États coréens ont aujourd'hui rendez-vous avec l'Histoire.

— L'issue de ce sommet intercoréen déterminera la tenue et la réussite du prochain, prévu début juin, entre Kim Jong-un et Donald Trump.

« Historique » est bien le mot qui convient pour qualifier le sommet intercoréen qui se déroule aujourd'hui du côté Sud de la « zone démilitarisée » (DMZ) entre les deux Corées. Pour la première fois, un leader nord-coréen, Kim Jong-un, franchit la frontière qui sépare les deux pays depuis la signature de l'armistice en juillet 1953, Sud et Nord restant toujours techniquement en guerre. La photo de la poignée de main avec son homologue sud-coréen Moon Jae-in au cœur de cette zone – qui, en dépit de son nom, est la plus militarisée au monde – va faire le tour de la planète, faisant naître l'espoir fou d'une paix durable sur la péninsule.

Alors que les deux précédents sommets, en 2000 et 2007, se sont tenus dans la capitale nord-

coréenne Pyongyang, ces premiers pas de Kim Jong-un au Sud sont interprétés comme un geste de bonne volonté de la Corée du Nord, donnant le ton de cette rencontre qui, pour la première fois, sera l'occasion de discuter de l'arsenal nucléaire nord-coréen, sujet au cœur des tensions actuelles. En 2000 et en 2007, la Corée du Nord n'était pas encore considérée comme une puissance nucléaire. À présent, l'enjeu majeur de la rencontre, pour le Sud comme pour les États-Unis, est de voir si le Nord est prêt à faire un geste fort témoignant de sa volonté sincère de dénucléariser.

Séoul veut que ce sommet soit un succès total. Il y va de la crédibilité de son président et de l'avenir de la péninsule.

Au bord de la guerre il y a quelques mois, la péninsule a connu un spectaculaire réchauffement des relations entre les deux Corées, provoqué d'abord par la proposition de dialogue de Kim Jong-un, le 1^{er} janvier, que le président sud-coréen Moon Jae-in, farouche partisan du dialogue et de la réconciliation, a ensuite habilement récupérée. Ce catholique affirmé, inspiré par la « diplomatie de la rencontre » prônée par le pape François, défend depuis des années l'idée d'une réconciliation qui va mener à un traité de paix. Tout le clergé catholique sud-co-

réen prie pour la réussite de ce sommet. La Déclaration de Panmunjom, qui devrait être dévoilée aujourd'hui, affirmera la volonté commune de mettre fin aux hostilités et de générer un climat de paix ouvrant la voie à une possible dénucléarisation dans le futur.

De la réussite de ce sommet dépendra aussi la confirmation de la tenue, normalement prévue début juin (on ne connaît encore ni la date ni le lieu), d'un autre sommet, tout aussi historique, entre le dirigeant nord-coréen et Donald Trump. Le président des États-Unis a accepté de répondre positivement, le 8 mars dernier, à la proposition de Kim Jong-un. Pour que cette possibilité aboutisse, il faudra non seulement que Kim Jong-un, durant cette rencontre à Panmunjom, déclare à nouveau sa sincère volonté de dénucléariser, mais aussi qu'il pose un acte concret. Il prouverait ainsi à Donald Trump qu'il est prêt à « dénucléariser », au sens d'un démantèlement complet et vérifiable de tout son arsenal nucléaire. Il a déjà annoncé un gel de ses essais nucléaires et de missiles. Il pourrait annoncer aujourd'hui qu'il est prêt à rendre, par exemple, « cinq têtes nucléaires » en gage de bonne volonté ou qu'il accepte la visite d'inspecteurs sur ses sites nucléaires avant le sommet de juin.

Séoul veut que ce sommet soit un succès total. Il y va de la crédibilité de son président Moon Jae-in mais aussi de l'avenir de la péninsule. Plus la Déclaration de Panmunjom sera forte dans les mots et substantielle dans les actes, plus un traité de paix sera possible et une probable dénucléarisation négociable. Uniquement avec les États-Unis.

Dorian Malovic



« Une chance unique qui ne se représentera pas »

Park Oh
70 ans, commercial à la retraite à Séoul

« Avant le mois de janvier et les JO d'hiver de PyeongChang, je ne pouvais imaginer qu'un tel sommet puisse même être envisagé. Mais tout a basculé à une vitesse incroyable grâce à l'habileté diplomatique de notre nouveau président Moon Jae-in. Je suis d'une génération ancienne, et mes parents m'ont transmis la mémoire de la guerre et des souffrances du peuple coréen. Pour une personne de mon âge, il paraît inconcevable que la fin des hostilités puisse être admise entre un président du Sud et son homologue du Nord. Mais le jeune Kim Jong-un est différent de son père et de son grand-père, il sait comment tourne le monde et semble ne plus vouloir affamer son

peuple. Il sait qu'il ne peut rester fermé au monde et que le bien-être économique viendra en rétablissant la confiance et la paix sur la péninsule. Il a ses intérêts et nous aussi. Au Sud, 70 % de l'opinion publique est derrière notre président, des conservateurs critiquent toujours mais la destitution de notre ancienne présidente a aussi tout changé ici ; l'état d'esprit vis-à-vis du Nord a évolué. On ne veut plus la guerre, ni les tensions entre nous. On peut faire confiance à Kim Jong-un qui peut gagner politiquement comme Donald Trump. Le moment historique que nous vivons est une chance unique qui peut-être ne se représentera pas. Il faut l'accepter. Ne pensons pas à la réunification pour le moment, elle n'est pas nécessaire à ce stade, pensons d'abord à la pacification, à mettre un terme à ce conflit qui dure depuis trop longtemps. »

Recueilli par Dorian Malovic



Sur la route qui mène à la zone démilitarisée, un Sud-Coréen accroche des drapeaux représentant la Corée unifiée, deux jours avant le sommet. Kim Hong-Ji/Reuters



« Il faut aller jusqu'au bout maintenant, pas au siècle prochain »

Jero Yun
38 ans, cinéaste à Séoul

« Mon père, de la vieille génération, reste opposé au président Moon Jae-in, mais il n'est pas contre ce réchauffement et ce rapprochement qui se mettent en place depuis quelques mois. Il était impensable d'imaginer un tel scénario après l'année passée, les tensions de Donald Trump, la destitution de notre ancienne présidente corrompue et anticommuniste, Park Geun-hye.

Marginalisé par la communauté internationale au moment de son élection (en mai 2017, NDLR) à cause de ses discours en faveur du dialogue avec Kim Jong-un, notre président Moon Jae-in a su bien manœuvrer et a fait preuve d'un vrai leadership en Corée du Sud. À l'image de son homo-

logue au Nord qui lui aussi a un vrai charisme. Même les partis d'opposition observent avec une certaine curiosité ce qui se passe actuellement. Moon a réussi à les convaincre qu'il fallait parler avec l'adversaire.

Notre pays a connu une très forte propagande pendant des décennies contre le Nord, nous avons été formatés, nous avons même subi un vrai lavage de cerveau. Aujourd'hui personne ne fait plus confiance à ce « storytel-

ling » imposé : les esprits s'ouvrent, on en a assez d'être tout le temps le jouet des grandes puissances. On veut reprendre notre destin en main. Il faut aller jusqu'au bout, c'est maintenant, pas au siècle prochain. Le Nord et le Sud se rendent compte des erreurs passées, du temps perdu. Moon est prudent mais il veut regarder vers le futur. En réalité, la guerre va peut-être enfin se terminer ! Ce n'est pas rien. »

Recueilli par Dorian Malovic

repères

Les précédents sommets intercoréens

Juin 2000. Premier sommet intercoréen : le dirigeant nord-coréen Kim Jong-il accueille son homologue du Sud, Kim Dae-jung,

à Pyongyang, capitale du Nord. Les deux hommes signent un accord visant à réduire les tensions, à progresser vers la réunification, une paix définitive sur la péninsule et la réunion des familles divisées. La révélation d'un versement de 500 millions de dollars (410,5 millions d'euros) au Nord par l'intermé-

« Je vais peut-être pouvoir retourner en Corée du Nord »

Madame Chae
55 ans, transfuge nord-coréenne arrivée à Séoul en 2012

« Je ne sais pas bien ce qui va sortir de ce sommet entre les dirigeants des deux Corées... Moi qui ai fui la Corée du Nord il y a quelques années car la vie économique y était devenue impossible (avant l'arrivée de Kim Jong-un au pouvoir, NDLR), qui ai vécu plusieurs années en Chine, où je me

« Je me dis que Kim Jong-un pourrait être différent de son père. »

suis remariée afin d'obtenir des papiers, je me sens un peu prise au piège. Ma vie en Corée du Sud est meilleure qu'elle ne l'était au Nord, j'ai fait venir ici mes deux fils et mon premier mari nord-

coréen, mais les relations familiales sont difficiles, j'ai un petit boulot pas très bien payé et je suis très nostalgique de mon pays natal : la Corée du Nord. Certains Nord-Coréens au Sud critiquent le régime de Pyongyang, mais une grande majorité d'entre eux comme moi ont toujours envie de retourner là où ils sont nés. Je me dis que, peut-être, le jeune leader Kim Jong-un est différent de son père qui nous a mis dans la famine (en 1995), que le peuple va vivre dans de meilleures conditions... Je ne sais pas. Toutes ces histoires de nucléaire me dépassent, ce n'est pas important. Mais je me dis que si les deux pays, Nord et Sud, se rapprochent et s'entendent mieux, si les frontières s'ouvrent un peu, si la circulation des personnes devient possible, alors moi comme beaucoup d'autres Nord-Coréens, peut-être pourrions-nous rendre des visites régulières à nos familles laissées au Nord, prendre le train, rester une semaine, puis rentrer. Ce serait pour moi un vrai changement positif. »

Recueilli par Dorian Malovic

« Le sommet sera un pont pour mieux nous connaître »

Junhee Kwon
27 ans, étudiante en droit à l'Université nationale de Séoul

« Honnêtement, je ne suis pas très passionnée par le sommet. Les étrangers sont bien plus intéressés que nous autres étudiants qui pensons à terminer nos études et à trouver un emploi. Pour autant, je suis quand même les informations à la télévision. Mais je n'ai pas confiance en Kim Jong-un et en la Corée du Nord. Je crois que c'est l'arrivée de Donald Trump et ses pressions qui ont poussé le Nord à accepter ce sommet et la rencontre en juin prochain. Pourtant, tous mes amis étudiants n'aiment pas Trump. Lorsqu'il a été élu, nous étions tous contre lui. En même temps, j'attends la fin de la journée, j'espère que quelque chose de positif en sortira et que la détente sur la péninsule pourra se concrét-

« La réunification est importante mais je ne peux pas l'imaginer avant au moins une dizaine d'années. »

tiser. À la fin du sommet, je ferai peut-être confiance à Kim Jong-un. Nous verrons... L'idée de la réunification des deux Corées est certes importante, mais je ne peux pas l'imaginer avant au moins une dizaine d'années : notre niveau de vie ici est bien plus élevé, notre monnaie est plus forte et le marché du travail ici est bien meilleur qu'au Nord. Le sommet sera un pont pour nous rapprocher encore un peu, mieux nous connaître. Mais sans l'accord des États-Unis, rien ne sera possible sur la péninsule. »

Recueilli par Dorian Malovic

diaire du conglomérat sud-coréen Hyundai fait polémique.

Octobre 2007. Le deuxième tête-à-tête, également à Pyongyang, survient en pleine détente provoquée par les négociations à six sur le désarmement nucléaire du Nord. Le Sud-Coréen Roh Moo-hyun franchit à pied

la frontière militarisée entre les deux pays. Les deux dirigeants signent une déclaration commune appelant à la dénucléarisation de la péninsule et à la promotion d'une paix permanente. Washington déclare que la paix dépend de la disposition de Pyongyang à démanteler ses programmes nucléaires.

question du jour

Pourquoi le chômage ne baisse-t-il pas plus vite ?



Éric Heyer
Directeur du département analyse
et prévision de l'OFCE (Source : E. Heyer)

De plus en plus de gens travaillent peu et de façon subie

Le chiffre de 33 000 demandeurs d'emploi en moins sur un trimestre, rendu public mercredi par Pôle emploi, correspond tout à fait à ce que l'on pouvait attendre. Actuellement, en rythme annuel, l'économie française crée environ 260 000 emplois. Or, la population active augmente d'environ 130 000 personnes par an, soit la différence entre les 800 000 jeunes qui arrivent sur le marché du travail et les 670 000 seniors partant en retraite. Cela laisse donc la place à une réduction du chômage de 130 000 personnes par an, un peu plus de 30 000 par trimestre. C'est bien ce que l'on retrouve au premier trimestre 2018.

Malgré tout, la baisse des inscrits à Pôle emploi en catégorie A n'atteint que 50 000 sur un an. C'est moins que ce que l'on devrait observer sur douze mois. En fait, le problème ne vient pas des deux derniers trimestres, mais des trimestres précédents où la baisse avait été moindre. On aurait donc pu espérer un petit rattrapage début 2018, cela n'a pas été le cas. On peut imaginer que ce rattrapage est encore à venir. On peut aussi penser qu'il n'aura jamais lieu et que le décalage entre la mesure de Pôle emploi et le taux de chômage au sens du BIT, qui baisse davantage, va demeurer. Nous sommes indéniablement dans une phase de baisse du nombre de demandeurs d'emploi, mais avec une vigueur différente selon les indicateurs. De plus, la dernière statistique de Pôle emploi montre que la baisse de la catégorie A – qui correspond peu ou prou au taux de chômage au sens du BIT – s'accompagne d'une hausse du nombre d'inscrits dans les catégories B et C. Ces dernières regroupent les

personnes qui alternent des phases de chômage avec des emplois précaires. Soit elles sont à temps partiel, soit elles occupent un plein-temps une fraction du mois seulement. Il y a une mécanique de passage d'une catégorie à l'autre.

90 % des contrats signés chaque année sont des CDD, dont la majorité de moins d'un mois.

Au final, il y a de moins en moins de personnes qui ne travaillent pas du tout, mais il y en a de plus en plus qui travaillent peu et de façon subie. Plus que l'intérim, cela tient au fait que sur les 25 millions de contrats de travail signés chaque année, 90 % sont des CDD, dont la majorité de moins d'un mois. Or, l'amélioration de la conjoncture et la dynamique du marché de l'emploi ne vont pas mécaniquement changer cela. Bien sûr, on peut toujours dire qu'il est préférable de travailler un peu et que cela peut être une porte d'entrée vers un emploi pérenne et stable dans l'avenir. En réalité, rien n'est moins sûr. En Allemagne, la baisse du chômage s'est faite avec des emplois à faible durée et à faible rémunération. Le taux de chômage au sens du BIT est devenu minime, mais ceux qui ont des emplois précaires sont plus nombreux et ont tendance à rester dans cette situation. Ce phénomène se retrouve chez nous aujourd'hui. Cela illustre le fait que l'emploi est devenu plus flexible, ou plus précaire, selon le terme que l'on choisit.

Recueilli par Mathieu Castagnet



Vincent Godebout
Directeur général de Solidarités nouvelles face au chômage (SNC) (Photo : Laurent Zylbermann/Graphix-Images)

Il faut lutter contre les préjugés

Un quart des personnes qu'accompagne Solidarités nouvelles face au chômage sont des chômeurs de longue durée, inscrits depuis plus d'un an. Un autre quart sont des chômeurs de très longue durée. Le plus souvent, ces derniers ne bénéficient pas de la baisse du chômage, en raison notamment de nombreux préjugés. Par exemple, un recruteur peut avoir peur d'embaucher quelqu'un qui a parfois l'âge de ses parents, ou se demandera si ces personnes seront adaptables, alors qu'elles le sont et ne craignent pas d'être dirigées. Une autre idée fautive concernant les chômeurs de longue durée : ils seraient trop exigeants concernant le type de contrat attendu. Or, parmi les personnes accueillies par SNC, je constate que deux tiers d'entre elles consentent à abaisser leurs prétentions après avoir connu plusieurs mois de chômage.

Un autre axe de travail est d'inciter à la formation. Il y aurait, parfois, simplement besoin d'un petit « plus » pour faire la différence. SNC est en lien avec de nombreuses entreprises qui ont besoin de personnes expérimentées, par exemple des commerciaux. Les PME, dans toutes les régions de France, cherchent à embaucher.

Concernant la formation, il est nécessaire de mettre l'accent sur le numérique. Une association comme SNC et bien des médiateurs, comme les personnes en service civique chez Pôle emploi, aident les demandeurs d'emploi à appréhender les réseaux sociaux, à mettre à jour un profil LinkedIn par exemple. La digitalisation est partout. Aujourd'hui, devenir manutentionnaire dans un entrepôt sup-

pose de manipuler une console numérique. Il faut donc encourager à ne pas se méfier du numérique, mais au contraire à s'y confronter pour augmenter ses compétences.

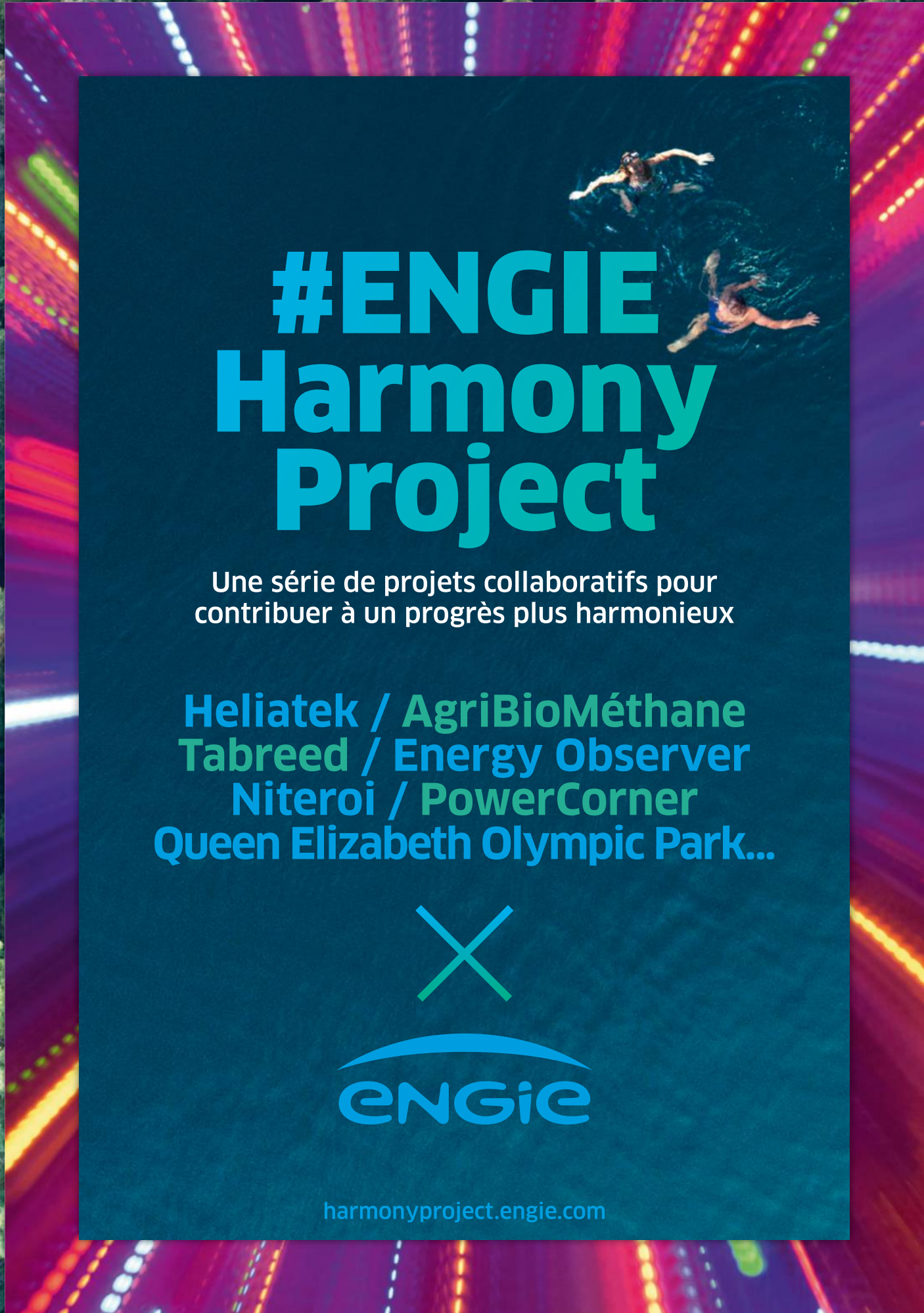
D'autres facteurs sont à prendre en compte, parmi lesquels le lieu d'habitation. Le monde rural, évidemment, est en souffrance. Il est aussi essentiel de veiller à la connexion de certains quartiers en périphérie des villes, qui sont mal desservis par les transports en commun. Cette question de la mobilité peut être un véritable frein à l'emploi, notamment pour obtenir un travail à horaires décalés.

Le plan d'investissement dans les compétences annoncé par le gouvernement, qui vise à former les chômeurs les moins qualifiés, sera une avancée à condition qu'il s'adresse bien aux chômeurs de longue durée, qui sont aussi, très souvent, des seniors.

Un recruteur peut avoir peur d'embaucher quelqu'un qui a parfois l'âge de ses parents.

Surtout, les chômeurs ne doivent pas hésiter à se faire aider. Au début d'une période de chômage, on s'imagine pouvoir rebondir rapidement. Mais plus le temps passe, plus on s'isole. C'est un cercle vicieux. Il est vital, dès le début, de se faire aider en dehors du cercle familial. Cette recommandation de ne pas rester seul s'adresse particulièrement aux femmes, qui sont les plus touchées.

Recueilli par Romain Subtil



#ENGIE Harmony Project

Une série de projets collaboratifs pour
contribuer à un progrès plus harmonieux

Heliatek / AgriBioMéthane
Tabreed / Energy Observer
Niteroi / PowerCorner
Queen Elizabeth Olympic Park...



harmonyproject.engie.com

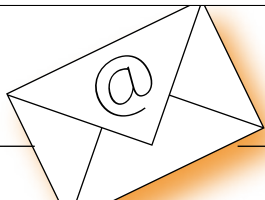
vu par Deligne

billet
Alain Rémond

La disparition

Nous avons tous vu cette affiche, sur la vitrine d'un magasin: « *Tout doit disparaître.* » À lire les nouvelles du monde, je me demande parfois si nous ne sommes pas en train d'appliquer à la lettre ce programme, tant tout semble menacé de disparition, à commencer par les animaux, en particulier les plus petits, j'ai nommé les insectes et les oiseaux. Mais voilà qu'on apprend que les gros mammifères eux-mêmes, disons d'ici à deux cents ans, vont bientôt eux aussi sortir du paysage: adieu les éléphants, les hippopotames, les rhinocéros, les girafes ou les bisons. Du coup, nous préviennent les experts, dans deux cents ans les plus gros mammifères seront les vaches. Il n'y aura rien de plus gros dans la nature

qu'une vache. Le Salon de l'agriculture sera le lieu de rendez-vous des plus gros animaux du monde. Pendant ce temps-là, les hommes, eux, n'arrêtent pas de grossir. Sur les cinq continents, l'obésité fait des ravages. Si ça se trouve, dans deux cents ans, les hommes seront plus gros que les vaches. Et seront donc devenus les plus gros mammifères vivants. Il n'échappe à personne, par ailleurs, que si les animaux, du plus petit au plus gros, disparaissent (et n'oublions pas les forêts), c'est en grande partie par la faute de l'homme. Qui grossit également en bêtise, en prétention, en orgueil, en irresponsabilité. Un jour, l'homme, gonflé de partout, va se retrouver tout seul. Peut-être aura-t-il le cœur gros. Mais ce sera trop tard.



courrier

Vos réactions par courrier: 18 rue Barbès, 92128 Montrouge Cedex. Par courriel: lecteurs.lacroix@bayard-presse.com. Sur le site: www.la-croix.com

À nos lecteurs



PRIX 2017
LA CROIX
DU DOCUMENTAIRE

Appel à candidatures pour faire partie du jury du prix « La Croix » du documentaire 2018

Pour la sixième année, *La Croix* organise son prix documentaire qui met à l'honneur cette forme d'expression cinématographique et valorise des talents émergents.

Chaque année, *La Croix* souhaite donner l'occasion à deux de ses lecteurs de participer à la sélection du lauréat aux côtés de cinq professionnels des médias et du cinéma.

Si vous êtes intéressé(e), envoyez une lettre de candida-

ture à l'attention de Guillaume Goubert, directeur du quotidien et président du jury, expliquant votre motivation, votre goût pour le documentaire, vos coups de cœur récents et plus anciens. N'oubliez pas de bien nous préciser vos coordonnées (adresse et téléphone).

Merci de nous transmettre vos candidatures de préférence à l'adresse suivante:

communication.lacroix@bayard-presse.com

Conditions de participation:

- être lecteur régulier de *La Croix*
- être disponible dans le courant de l'été pour le visionnage, chez soi, des films présélectionnés, ainsi qu'une journée, pendant la première quinzaine de septembre, pour la réunion du jury à *La Croix* (frais de déplacement et hôtel pris en charge).

Date limite d'envoi: le 30 mai 2018 inclus

P. Marie Leblanc (suite)

— Complément à la lettre du pasteur Michel Leplay qui, dans l'édition du 22 mars,

concluait son petit mot en disant: « *Et comme à ma connaissance, Marie n'est jamais apparue à un protestant...* »

Je me permets d'ajouter: sauf dans un petit village d'irréductibles Dauphinois, qui s'appelle « Notre-Dame-de-l'Osier », dans l'Isère. En effet, c'est en mars 1657 que la Vierge Marie serait apparue à un huguenot dénommé Pierre Port-Combet qui avait eu quelques « mésaventures », huit ans auparavant, avec un osier qui se serait mis à saigner alors qu'il le taillait le 25 mars 1649, jour de fête mariale chômée.

Pierre, en bon protestant, montrait un profond scepticisme sur cet événement, même devant la « Belle Dame » qu'il rencontre et qui finit par l'ébranler en évoquant sa mort prochaine. Touché, il acceptera de recevoir les sacrements de l'Église catholique, sur son lit de mort. Nous avons ici bel et bien une apparition, reconnue par l'Église catholique, de Marie à un protestant. Aujourd'hui, on peut réfléchir sur la notion de conversion et l'élargir, et surtout redécouvrir un deuxième aspect du message qui charge ce protestant de réveiller la ferveur des catho-

liques! Un tel retournement de la perception des choses pourrait ouvrir des portes dans un dialogue œcuménique! Pour ma part, je serais heureux d'y participer.

René Fantin
(Isère)

Nomination de Mgr Le Vert (suite)

— Père Ayliès, Mgr Le Vert, cardinal Ricard. L'invective à charge, lue dans le courrier des lecteurs du 30 mars, souffle sur les braises d'une bien triste affaire. Que connaissons-nous des raisons et souffrances de chacun? Sinon la rumeur. Cette écume écœurante qui danse sur la vague. Cette remise au point martiale, Évangile à l'appui, clarifiera-t-elle la situation? Certainement pas. Elle ne fait du bien qu'à son auteur. En ces temps de révision des lois de bioéthique où notre si beau journal nous fait surfer sur toutes les nuances de gris, du doute et de la réflexion, aux antipodes des certitudes simplistes du blanc et du noir, j'aurais souhaité lire autre chose, appelant chacun des protagonistes à la raison de leur conscience et à nos prières pour les y aider.

Un chrétien
parmi les autres



« Notre Père, la nouvelle traduction »

Un recueil d'articles parus dans LA CROIX

À l'occasion des fêtes de Pâques, LA CROIX est allé à la rencontre de croyants pour leur demander de commenter les sept demandes contenues dans la prière du Seigneur.

Depuis le premier dimanche de l'Avent 2017, une nouvelle traduction du Notre Père est entrée en vigueur. Celle-ci est une occasion de réinvestir cette prière souvent apprise dès le plus jeune âge pour entrer dans une relation plus profonde avec Dieu.

Dossier spécial
LA CROIX
OFFERT

à télécharger GRATUITEMENT sur la-croix.com/dossier-notre-pere

« L'Etat irakien n'a rien fait pour les familles de disparus »



Le premier ministre irakien Haïdar Al Abadi dialogue avec une femme lors d'un meeting électoral à Mossoul. Zaid Al-Obeidi/AFP

Le 12 mai, les Irakiens renouvellent les 329 membres de la Chambre des représentants, qui éliront ensuite le premier ministre.

À quinze jours du premier scrutin législatif de l'après-guerre, les candidats promettent leur aide aux milliers de proches de disparus, désespérés.

Mossoul
De notre correspondant

C'est une des étapes clés de la campagne : ce mercredi, à deux semaines des législatives du 12 mai, le premier ministre irakien, Haïdar Al Abadi, était en meeting à Mossoul, la grande ville du nord du pays. Un lieu symbole de la victoire remportée sur Daech en 2017, mais aussi des immenses défis de l'après-guerre. Dans son discours au stade de l'université, à la joie de nombreux Mossouliotes, il a ainsi évoqué pour la première fois les disparus, ces milliers de personnes enlevées par l'organisation durant son « califat ». Le dossier est sensible. « L'État ira-



kien n'a rien fait pour les familles de disparus », s'emportait Lailah, rencontrée début mars dans le quartier populaire de Karama. Son fils, Adnan Basel Raïs, né en 1987, technicien en électronique, a été « arrêté » le 26 juillet 2014, par la police secrète de Daech, l'Amniyat (la « sécurité » en arabe). Trois ans et demi plus tard, son destin reste un mystère. Elle éclate en sanglots : « En tant que mère, je sens dans mon cœur qu'il est toujours en vie ! Je m'accroche à tout ce que j'entends. »

Comme elle, ils sont des milliers à n'avoir aucune nouvelle d'un proche kidnappé par Daech.

D'après Associated Press, les autorités ont reçu plus de 3 000 déclarations de disparition. Le total réel est bien plus élevé. Selon Human Rights Watch, un unique charnier au sud de Mossoul pourrait contenir à lui seul 4 000 corps. Mais, comme le reconnaît Fawaz Abdulabbas, directeur adjoint du bureau irakien de la Commission internationale pour les personnes disparues, le travail d'exhumation n'a pas du tout progressé depuis la victoire : « Nous perdons des preuves, et des restes disparaissent », explique-t-il par téléphone. « L'un des problèmes est que l'État irakien dit ne pas avoir le budget. »

Or, faire reconnaître un décès en l'absence du corps est un véritable casse-tête administratif. « L'État n'accepte de produire un certificat de décès que si la famille n'a pas de nouvelles quatre ans après la déclaration », détaille Riyad Ahmed Saher, 32 ans, dont le père, colonel de l'armée, a été enlevé le 27 octobre 2014. Les familles n'ont pu faire les déclarations qu'après la libération, en 2017. La reconnaissance des décès n'interviendra donc que quatre

ans après, vers 2021 ! Entre-temps, les veuves et les orphelins sont privés de pensions qui constituent souvent leur unique revenu.

Mais tous ceux qui ont été « arrêtés » par l'organisation islamique ne sont pas forcément morts. « Nous avons été faits prisonniers par Daech le 17 novembre 2015 avec 14 personnes en tout, parce que nous informions les forces de la coalition sur les lieux qu'elle tenait », détaille Ahmed Al Abassi, joint par téléphone.

Faire reconnaître un décès en l'absence du corps est un véritable casse-tête administratif.

Cet homme est désormais rentré dans son village non loin de Mossoul... après avoir passé plusieurs mois dans des prisons irakiennes ! En juillet 2017, des soldats l'ont libéré, pour finalement l'emprisonner de nouveau, de

repères

250 000 à 1 million de disparus

Selon la Commission internationale pour les personnes disparues, entre 250 000 et 1 million d'Irakiens seraient portés disparus, soit à la suite de la guerre, soit sous le régime de Saddam Hussein, de Daech et aussi de l'État irakien et ses innombrables branches des forces de sécurité et ses milices.

Selon l'agence Associated Press, au moins 19 000 Irakiens sont détenus pour soupçons de liens avec Daech. L'organisation Human Rights Watch s'inquiète de ce qu'un grand nombre soit détenu par erreur.

peur qu'il soit un terroriste déguisé en prisonnier. « Nous avons été emmenés ensemble dans les entrepôts sous l'aéroport de Muthana à Bagdad. Cette prison est gérée par la coalition. Ils nous ont gardés et nous ont soignés. » Il n'a été libéré finalement qu'après de longs interrogatoires.

Ces histoires de survivants font espérer aux milliers de familles de disparus que leurs proches sont toujours en vie. Pour le découvrir, elles sont prêtes à payer beaucoup... et à voter pour celui qui fera avancer leur cas ! D'où l'intérêt des politiques. Déjà, le 5 janvier, le président du Parlement, Salim Al Jubouri, avait rassemblé les familles de disparus en leur promettant son aide... qui n'est jamais venue.

« Le président du Parlement et ses candidats utilisent les familles de disparus », se plaint Muhammad Hayali, certain que son fils Fahrad, disparu en 2014, est en vie dans une prison à Bagdad. « Ils disent qu'ils vont les aider, ils prennent les noms des familles, mais en réalité, ils ne font rien. »

Jérémy André

explication

Madagascar secouée par une nouvelle crise politique

— Depuis le 21 avril, l'opposition malgache manifeste à Antananarivo pour protester contre l'adoption de force d'une loi électorale, préalable à l'organisation du scrutin présidentiel de novembre.

Pourquoi ces manifestations ont-elles lieu ?

La mobilisation fait suite à l'adoption, le 3 avril, d'une loi électorale très contestée, censée définir le cadre des scrutins législatifs et présidentiel de novembre prochain. Les députés de l'opposition, qui mènent les manifestations, dénoncent un passage en force du texte qui, selon eux, aurait été rendu possible par l'achat du vote de certains députés. En l'état, le nouveau dispositif électoral semble taillé sur mesure pour le parti au pouvoir et le président, Hery Rajaonarimampianina, bien que ce dernier laisse toujours planer le doute sur sa candidature.

Le 21 avril, une manifestation interdite de milliers d'opposants sur la place symbolique du 13-Mai à Antananarivo a été durement réprimée, faisant deux morts et douze blessés. Ce qui pour autant n'a pas dissuadé les opposants, qui depuis réclament la démission du président, de continuer à manifester quotidiennement.

Mais les choses se déroulent maintenant dans le calme, les forces de l'ordre ayant décidé de rester en retrait. Des négociations entre le parti au pouvoir et les députés de l'opposition auraient démarré hier sous l'égide de l'Union



Les opposants au gouvernement manifestent dans les rues de la capitale Antananarivo. Rijasolo/AFP

africaine. Dans la même journée, la Haute Cour constitutionnelle devait se prononcer sur la constitutionnalité des lois électorales.

Quels sont les enjeux politiques derrière ces protestations ?

À la tête des protestataires se trouvent deux anciens présidents, Marc Ravalomanana (2002-2009) et Andry Rajoelina (2009-2014), qui se sont de nouveau déclarés candidats à ce poste. « Ce sont de vieux frères ennemis qui ont noué une alliance de circonstance. Ils utilisent la population comme un

tremplin pour leurs ambitions personnelles. Or, la nouvelle loi électorale les affecte tout particulièrement », explique Mireille Razafindrakoto, directrice de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD).

Cela étant, nuance la chercheuse, « il n'y a pas de manipulation pure de la part des responsables politiques, parce que le mécontentement est réel au sein de la population. Sa principale préoccupation est la pauvreté qui s'aggrave alors que le pays détient d'énormes richesses. Et l'actuel président a atteint des sommets en termes de dérives ».

Avec la nouvelle loi, Marc Ravalomanana ne pourrait plus se représenter car son casier judiciaire n'est pas vierge. Il avait été condamné en 2010 aux travaux forcés à perpétuité après la mort de 40 manifestants réprimés par sa garde présidentielle en 2009. Une peine qu'il n'a jamais entamée. Andry Rajoelina, à la tête d'une société publicitaire et de médias privés, se trouve quant à lui handicapé par les conditions restrictives d'utilisation des médias et certaines règles concernant le financement de la campagne des candidats.



Dans quel contexte s'inscrivent ces événements ?

Madagascar a connu des crises politiques à répétition au cours des dernières décennies. Parmi les dernières en date, l'élection contestée de Marc Ravalomanana en 2002, puis son renversement par l'armée, en 2009, qui l'a remplacé par Andry Rajoelina, alors maire d'Antananarivo.

En 2015, le président Hery Rajaonarimampianina a également dû faire face à une tentative de destitution de la part de l'Assemblée.

« C'est un éternel recommencement, la population n'est pas vraiment prise en compte et fait le jeu d'une oligarchie divisée, déplore Mireille Razafindrakoto. Mais, cette fois-ci, les gens ont quand même conscience qu'il ne faut pas retomber dans une nouvelle crise politique. Les opposants au pouvoir en place disent d'ailleurs qu'ils ne veulent pas pousser au coup d'État. Il y a également une très bonne chose à souligner, c'est que l'armée s'est placée de manière très claire dans un rôle d'arbitre. »

Eddie Rabeyrin

Bilan mitigé pour Emmanuel Macron à Washington

— Si la visite d'État du président français a confirmé ses bonnes relations personnelles avec Donald Trump, elle n'a pour autant pas fait bouger les lignes sur les grands dossiers.

En amont de la visite d'Emmanuel Macron à Washington, beaucoup d'observateurs voulaient croire que le président français était l'homme qui « murmurait à l'oreille de Donald Trump ». La proximité entre les deux hommes, disait-on, pouvait permettre d'envisager un rapprochement sur le fond entre Washington et Paris, les différends ne manquant pas entre les deux capitales.

Or, il n'en a rien été. Les trois jours passés par le chef de l'État français dans la capitale fédérale n'ont donné lieu à aucune inflexion de la part de Donald Trump, aussi bien sur le climat que sur le dossier iranien. Ou encore sur le commerce international. Hier, alors qu'Emmanuel Macron avait regagné Paris, Berlin disait s'attendre à ce que Washington impose des taxes douanières sur l'acier et l'aluminium européens à compter du 1^{er} mai.

Ces divergences sont apparues au grand jour à l'occasion de l'intervention, mercredi, d'Emmanuel Macron devant le Congrès des États-Unis. Au cours d'un discours d'une quarantaine de minutes, le président a plaidé

haut et fort la cause du multilatéralisme, prenant à contre-pied « l'Amérique d'abord » de son homologue américain. « Nous pouvons choisir l'isolationnisme, le retrait et le nationalisme. Ce n'est pas une option. Ce peut être un remède tentant à nos peurs. Mais fermer la porte au monde n'arrêtera pas l'évolution du monde », a-t-il déclaré. La colère « ne construit rien », a-t-il ajouté.

Une intervention qui a certes ravi les députés et sénateurs démocrates... mais beaucoup moins leurs collègues républicains. Et encore moins les partisans affichés du locataire de la Maison-Blanche. « Le président français est un socialiste militariste mondialiste et alarmiste sur le climat... le futur

« Nous pouvons choisir l'isolationnisme, le retrait et le nationalisme. Ce n'est pas une option. Ce peut être un remède tentant à nos peurs. Mais fermer la porte au monde n'arrêtera pas l'évolution du monde. »

sombre du parti démocrate américain », a ainsi réagi sur Twitter Thomas Massie, député républicain du Kentucky. Donald Trump s'était imposé avec 62,5 % des voix dans cet État.

Alors que la presse américaine n'a cessé d'insister pen-

dant ces quelques jours sur la « bromance » – contraction des mots anglais *brother* (« frère ») et *romance* (« idylle ») – entre les deux hommes, une éditorialiste du *Washington Post* résumait hier l'approche française en ces termes : « Macron étreint Trump – et lui plante élégamment un couteau dans le dos. »

« Après quinze mois à la Maison-Blanche, il est devenu clair qu'il n'y a pas de façon correcte pour les alliés des États-Unis de traiter avec Donald Trump », écrivait-elle en guise d'introduction. Tout en doutant, en conclusion, que l'approche française – « flatterie et conversations directes » – soit plus efficace que les autres.

Gilles Biassette

Sahara occidental, la grève de la faim de Claude Mangin-Asfari

— Son état de santé suscite une « immense inquiétude ».

— Le mari de cette Française de 62 ans, Naâma Asfari, est un défenseur de la cause sahraouie, incarcéré au Maroc depuis novembre 2010.

L'évêque de Créteil, Mgr Michel Santier, et le maire communiste d'Ivry-sur-Seine, Philippe Bouyssou, unissent leurs voix pour venir en aide à Claude Mangin-Asfari, en grève de la faim depuis dix jours. Depuis près de deux ans, cette femme de 62 ans a été refoulée quatre fois du territoire marocain, interdite de visiter son mari, le militant de la cause sahraouie Naâma Asfari qui purge une peine de trente ans de prison depuis novembre 2010.

Dans une lettre datée du 25 avril, adressée à Emmanuel Macron, Mgr Michel Santier et Philippe Bouyssou comptent sur l'engagement du président « pour le respect des droits humains fondamentaux ». À ce titre ils lui demandent d'intervenir auprès des autorités marocaines pour « lever les blocages », pour « faire cesser la situation de mise en danger » dans laquelle se trouve Claude Mangin-Asfari et pour lui permettre de revoir son mari. Tous deux soulignent leur « immense inquiétude » face à son état de santé.

La solidarité et la machine médiatique commencent à s'organiser autour de l'épouse de Naâma Asfari.

La solidarité et la machine médiatique commencent à s'organiser autour de l'épouse de Naâma Asfari, alitée dans les locaux de la mairie d'Ivry. Son jeûne de protestation est l'arme ultime visant à faire pression sur les autorités françaises pour qu'elles-mêmes fassent pression sur les autorités marocaines. Tâche ardue tant le Maroc est inflexible sur la question du Sahara occidental qu'il considère comme « ses provinces du Sud », et tant la France est un inconditionnel soutien du Maroc et de son projet d'autonomie du Sahara occidental.

Le Quai d'Orsay dit « suivre de près la situation », l'ambassade de France à Rabat se chargeant d'effectuer des démarches. « La France a-t-elle interpellé les autorités marocaines mollement ou fermement ? », interroge Hélène Legeay, chargée du dossier sa-

hraoui à l'association Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (Acat). « Nous réclamons un geste humanitaire pour que Claude Mangin-Asfari puisse aller voir son mari en prison car, comme elle n'est pas marocaine et n'entend pas le devenir, le droit de visite pour les familles ne pèse pas lourd au regard du droit régalién d'interdiction d'entrée sur le territoire », déplore-t-elle.

L'Acat ne cesse de dénoncer toutes les violations des droits et exactions perpétrées par le Maroc dans le Sahara occidental et à l'encontre des Sahraouis. En janvier, la Fondation Acat pour la dignité humaine a décerné son prix des droits humains à Naâma Asfari, victime de torture et détenu arbitrairement parce qu'il milite pour la tenue d'un référendum prévu depuis 1991 sur l'autodétermination du peuple sahraoui. Le Comité contre la torture de l'ONU à Genève a également demandé au Maroc de le libérer.

Les avocates de Claude Mangin-Asfari entendent déposer un recours auprès de la justice marocaine pour contester ce refus de droit d'entrée sur le territoire marocain.

Cette affaire intervient alors que le Maroc a durci les mesures de rétorsion à l'encontre de Naâma Asfari et des autres détenus sahraouis accusés de la mort de policiers lors du démantèlement du camp de protestation de Gdeim Izik, dans le Sahara occidental, en novembre 2010. « Depuis la confirmation de leur condamnation, en juillet dernier, tous les prisonniers qui étaient détenus dans la prison de Salé sont victimes de punitions. Ils ont été dispersés dans différentes prisons pour rendre difficile la coordination entre ces détenus », explique Hélène Legeay.

L'affaire intervient aussi au moment où le Conseil de sécurité de l'ONU se penche à nouveau sur le sort du Sahara occidental. Le vote pour le renouvellement d'un an du mandat de l'opération de maintien de la paix de la mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso), prévu le 25 avril, a été reporté à la semaine prochaine (le mandat s'achevant le 30 avril).

Ce report vise à poursuivre les consultations avec l'espoir que des négociations puissent se tenir en 2018 pour sortir d'un statu quo « qui n'est pas acceptable », comme le relève le projet de texte, et pour régler ce contentieux vieux depuis près de trente ans.

Marie Verdier

Iran — Un Irano-Britannique arrêté par les Gardiens de la révolution

L'universitaire irano-britannique Abbas Edalat a été arrêté par les Gardiens de la révolution, armée d'élite du régime iranien, qui l'accusent d'espionnage. À Londres, le ministère des affaires étrangères a réclamé « urgemment des informations ». Professeur de sciences informatiques à l'Imperial College de Londres, ce militant pacifiste est détenu depuis le 15 avril, selon le Centre des défenseurs des droits de l'homme en Iran (CHRI), basé à New York.

Italie — Le Parti démocrate se décidera le 3 mai sur sa participation au gouvernement

Le Parti démocrate (PD) a annoncé hier avoir renvoyé au 3 mai sa décision pour former ou non un gouvernement en Italie avec le Mouvement 5 étoiles (M5S). Le président de la Chambre des députés, Roberto Fico, a été chargé par le président Sergio Mattarella d'« explorer » la possibilité d'un accord de gouvernement entre le PD et le M5S, après l'échec d'une négociation entre les antisystèmes et la coalition de centre droit.

essentiel

Arménie — La Russie se pose en médiatrice de la crise

La contestation antigouvernementale a repris hier en Arménie, à l'appel de l'opposant Nikol Pachinian qui exige une « capitulation » du parti au pouvoir, alors que la Russie, jusqu'ici à l'écart de la crise, commence à s'imposer comme médiatrice. Le vice-premier ministre arménien, Armen Guevorkian, s'est rendu hier à Moscou pour des « consultations de travail » et devait revenir en Arménie dans la soirée, a indiqué un porte-parole du gouvernement arménien.

Le chef de la diplomatie arménienne, Édouard Nalbandian, se trouvait également à Moscou pour des consultations, selon une source diplomatique citée par l'agence de presse russe Interfax. Cette annonce intervient alors que le président russe Vladimir Poutine s'est entretenu mercredi au téléphone avec son homologue arménien Armen Sarkissian, les deux hommes appelant « toutes les forces politiques (en Arménie) à faire preuve de retenue et de responsabilité ».

Turquie — 14 journalistes lourdement condamnés

Un tribunal turc a condamné, mercredi, 14 collaborateurs du quotidien d'opposition *Cumhuriyet* à des peines de prison de deux ans et demi à plus de huit ans, pour aide à des organisations « terroristes ». Parmi eux, le patron du journal, Akin Atalay, son rédacteur en chef Murat Sabuncu, Ahmet Sik et Kadri Gürsel, ainsi que le caricaturiste Musa Kart.

Grèce — Les demandeurs d'asile confinés sur les îles

Après avoir annoncé la libre circulation dans le pays pour les demandeurs d'asile arrivés sur ses îles, la Grèce a rétabli mardi le confinement des nouveaux arrivants, contraints de rester sur leur île d'arrivée en attendant une réponse. Le Conseil grec des réfugiés a dénoncé une décision susceptible d'entraîner « des souffrances » et d'alimenter les tensions dans les îles.

sur la-croix.com

— **Une caravane de migrants aux portes des États-Unis**
— **Angela Merkel à Washington pour tenter de convaincre Trump**

Publicité

Corée du Nord
LE SEUL LIVRE
POUR COMPRENDRE

« Dense, argumenté, synthétique. »
Nathalie Crom, *Télérama*

« Un essorage en règle des clichés encore véhiculés sur la Corée du Nord. »
Arnaud Vaulerin, *Libération*

« Un témoignage rare. »
Camille Neveux, *Le Journal du dimanche*

Robert Laffont

Jean-Michel Blanquer veut revenir aux fondamentaux au CP

— Dans quatre circulaires publiées hier au *Journal officiel* et un guide de 130 pages, le ministère de l'éducation nationale énonce des recommandations pédagogiques pour « enseigner la lecture et l'écriture au CP ».

C'est un serpent de mer. Depuis des décennies, la question de l'apprentissage de la lecture oppose en effet les tenants de la méthode globale – selon laquelle l'enfant doit reconnaître des mots – aux partisans de la méthode syllabique – le fameux « B-A, BA ». Hier, Jean-Michel Blanquer a tranché dans le vif. « *Entre quelque chose qui ne marche pas – la méthode globale – et quelque chose qui fonctionne – la syllabique –, il ne peut y avoir de compromis mixte* », a-t-il expliqué dans les colonnes du *Parisien*, balayant le consensus en vigueur dans de nombreux établissements pour une méthode mi-globale, mi-syllabique.

« *Entre quelque chose qui ne marche pas – la méthode globale – et quelque chose qui fonctionne – la syllabique –, il ne peut y avoir de compromis mixte.* »

Le retour à la méthode syllabique pure figure donc en bonne place des recommandations que le ministre a adressées à toutes les écoles de France dans quatre circulaires publiées au *Journal officiel* hier et un guide de 130 pages intitulé *Pour enseigner la lecture et l'écriture au CP*. Le texte, très précis et qui se revendique des connaissances scientifiques du moment, se veut une boîte à outils afin d'« améliorer le niveau des élèves », explique le ministre. Il marque aussi un retour aux fondamentaux : copie, dictée, calcul mental, apprentissage par cœur constituent l'essentiel des pratiques recommandées aux enseignants. Ainsi, le guide suggère d'organiser des le-



Le ministre de l'éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, en visite à l'école primaire des Bleuets, à Lyon, en décembre dernier. S. Audras/REA

çons de grammaire sur un mode ludique, sous forme d'un jeu de « devinettes orthographiques » avec les élèves.

Par exemple, la phrase « je suis bleue » est écrite au tableau. Le professeur demande : « Suis-je la mer ou l'océan ? » Cela « place les élèves en situation de tenter de retrouver le sens des lettres non audibles (ici, le "e" de bleue, NDLR). (...) L'échange collectif clarifie la notion et permet de construire progressivement une justification grammaticale solide. » Autre exemple, le docu-

ment énonce qu'« il paraît souhaitable que les élèves écrivent lors de deux séances quotidiennes qui sont complétées par une dictée ». La durée de ces séances doit osciller entre dix et vingt minutes. Plus loin, les enseignants sont invités à faire preuve de discernement dans leurs corrections : « L'erreur doit faire partie de l'apprentissage et en constituer une étape. On veillera à ce qu'elle ne soit pas perçue négativement. »

La démarche est diversement accueillie. Les tenants des neurosciences saluent une avancée.

repères

Les jeunes Français et la lecture

Depuis deux décennies, les performances des élèves de CM1 en lecture n'ont cessé de baisser, selon l'étude internationale Pirls publiée le 5 décembre 2017. Avec un score de 511 points, la France reste légèrement au-dessus

de la moyenne, mais ce résultat est en nette baisse par rapport aux éditions précédentes (525 points en 2001).

Les résultats scolaires des jeunes Français se situent dans la moyenne des pays de l'OCDE, mais l'Hexagone se distingue toujours par le poids des inégalités sociales sur les destins scolaires, selon la dernière enquête Pisa de l'OCDE publiée en décembre 2016.

« Toutes les études des sciences cognitives de la lecture confirment l'importance de l'apprentissage systématique des relations entre les lettres et les sons » et donnent donc l'avantage à la méthode syllabique, confirme ainsi Olivier Houdé, directeur de recherche au CNRS. « De même, elles confirment l'importance du geste d'écriture. » Les 15 minutes d'écriture quotidiennes sont ainsi approuvées par le chercheur. Mais l'apport essentiel consiste selon lui dans le fait de reconnaître la pédagogie de l'erreur : « Le cerveau des enfants n'est pas un ordinateur ! Il a besoin d'autre chose que d'algorithmes : des émotions et un sens personnel. »

D'autres, à l'inverse, dénoncent un grand retour en arrière. Ainsi pour l'historien de l'éducation Claude Lelièvre, il n'appartient pas au ministre de se mêler de pédagogie. « Jean-Pierre Chevènement en 1985 avait déjà tenu ce type de discours afin de montrer lui aussi le retour à la grande tradition républicaine », rappelle-t-il.

Le ministère, lui, fait valoir que ces circulaires n'ont pas force de loi. « L'idée n'est pas de contrôler ce qui se passe dans les classes. Nous avons souhaité poser un cadre parce que certains enseignants sont demandeurs d'un partage de bonnes pratiques. Là, pour la première fois, ils ont un guide de référence commun. Nous avons aussi voulu diffuser les meilleures informations disponibles pour que chaque enseignant puisse trouver des ressources afin de lutter contre les difficultés de certains élèves. »

Jean-Michel Blanquer y voit une question de justice sociale. « La pédagogie est une clé majeure de lutte contre les inégalités sociales, explique-t-il dans *Le Parisien*. Aujourd'hui, on constate que les méthodes les plus fragilisantes se déploient dans les milieux déjà les plus fragilisés. » Ces dernières années, plusieurs enquêtes ont ainsi pointé des performances décevantes des élèves français en lecture, notamment dans les familles les plus défavorisées.

Emmanuelle Lucas

explication

Banlieues, un coin du voile se lève sur le rapport Borloo

— Jean-Louis Borloo a remis hier à Édouard Philippe un rapport très attendu visant à nourrir le futur « plan de mobilisation » pour les quartiers prioritaires qui sera annoncé en mai par Emmanuel Macron.

Dans quel contexte ce rapport est-il remis ?

L'ancien ministre de la ville a été chargé en novembre 2017 par le président de la République de rendre un « plan d'attaque » pour faire face à la situation problématique des banlieues. La remise de ce plan était repoussée depuis plusieurs semaines par Emmanuel Macron. En cause, un agenda trop chargé. C'est finalement Édouard Philippe qui l'a reçu hier. Mais ne l'a pas rendu public, l'Élysée ayant repoussé à la fin mai sa présentation, qui ira de pair avec l'annonce de décisions.

Ces derniers mois, les élus et les acteurs sociaux des 1500 quartiers

jugés prioritaires par la politique de la ville se sont faits de plus en plus pressants. Mi-octobre, des maires de banlieue et des associations ont dénoncé d'une seule voix dans « L'appel de Grigny » la suppression des contrats aidés et réclamé une dizaine de mesures, dont 100 millions d'euros pour 100 quartiers. Et, fin mars, le maire de Sevran, Stéphane Gagnon, a posé sa démission, dénonçant des « blocages qui viennent d'en haut ».

Que préconise ce plan pour les quartiers prioritaires ?

Le rapport n'a pas été rendu public, mais Jean-Louis Borloo en a dévoilé les grandes lignes. L'ancien ministre appelle à un « plan national de mobilisation » et annonce 19 programmes pour « faire revenir la République » dans les quartiers face au « repli identitaire et communautaire ». Il met en garde contre le risque de « nouvel apartheid » en matière de mixité et somme le gouvernement d'« investir dans la petite en-

Jean-Louis Borloo somme le gouvernement d'« investir dans la petite enfance », d'« agir fermement pour la sécurité et la justice », de « lutter contre l'illettrisme » et de créer « 200 campus numériques ».

fance », d'« agir fermement pour la sécurité et la justice », de « lutter contre l'illettrisme » et de créer « 200 campus numériques ».

Jean-Louis Borloo veut une « relance immédiate de la rénovation urbaine », gelée depuis trois ans, et une réorganisation de l'école. Il souhaite la création d'une « académie des leaders » inspirée de l'ENA, où les futures élites de la nation seraient « plus diverses ». Il met également l'accent sur l'alternance professionnelle, en soulignant que « si on respecte la loi (de 2014 sur la formation professionnelle, NDLR), c'est 250 000 apprentis

de plus, 100 000 dans les quartiers par an ». De quoi « changer la donne ».

Quel financement et quel avenir pour ces mesures ?

Pour financer ces mesures, l'ancien ministre propose notamment la création d'un fonds doté de « 5 milliards d'euros », soit la moitié des revenus liés aux privatisations réalisées par l'État. Mais « l'État ne représente que 25 % de tout ce plan », précise-t-il. Or il avait précédemment estimé à environ 48 milliards d'euros l'investissement nécessaire dans les quartiers.

Le premier ministre Édouard Philippe l'a assuré dans un communiqué : « Le rapport de Jean-Louis Borloo ainsi que les propositions issues des dix groupes de travail nationaux permettront de nourrir le plan de mobilisation en faveur des quartiers qui sera annoncé par le président de la République dans le courant du mois de mai. »

Raphaëlle Chabran

essentiel

Handicap — Pas de quotas d'emploi dans les petites entreprises

L'obligation d'emploi de 6 % de personnes handicapées ne sera pas étendue aux entreprises de moins de 20 salariés, a précisé hier Sophie Cluzel, la secrétaire d'État chargée des personnes handicapées, sur RTL. Depuis 1987, la loi prévoit des pénalités financières pour les entreprises qui ne respectent pas ces quotas. La Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME) s'était inquiétée en mars d'une extension envisagée par le gouvernement.

Notre-Dame-des-Landes Les expulsions pourront reprendre à partir du 14 mai

Le premier ministre a affirmé, hier sur Europe 1, que les occupants illégaux de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes n'ayant pas choisi de s'inscrire dans un processus de régularisation devront avoir « quitté les lieux » à compter du 14 mai. Après, « ils s'exposent à la poursuite des procédures d'expulsion », a précisé Matignon. Jusqu'alors, « il y a 28 occupants qui en quelque sorte ont accepté la main tendue par l'État », a précisé Édouard Philippe. Cette « pause » dans les expulsions « n'est pas un réel geste d'apaisement », a estimé l'un des « porte-parole » des occupants de la ZAD, dénonçant un « ultimatum ».

Politique — Macron « président des très riches » pour François Hollande L'ancien président de la République a estimé mercredi sur TMC que Macron pouvait se définir comme le « président des très riches », en raison de sa réforme de l'impôt sur la fortune. Celle-ci aboutit à alléger davantage la charge fiscale pour les « plus riches » que pour les « riches », dans la mesure où leur patrimoine se compose dans une moindre proportion de biens immobiliers, a analysé François Hollande.

face aux chrétiens



« Emmanuel Macron doit réparer les injustices »

Philippe Louis

Président de la CFTC

— Philippe Louis était hier l'invité de l'émission « Face aux chrétiens » présentée par Bernard Gorce et coproduite par KTO. Il répondait aux questions d'Alain Baron (Radio Notre-Dame), de Romain Mazenod (RCF) et de Corinne Laurent (La Croix).



Photo Julie Bourges/CFTC

Un an après l'élection d'Emmanuel Macron, quel bilan dressez-vous de sa méthode en matière de dialogue social ?

Philippe Louis : Sur les ordonnances relatives au code du travail comme sur la réforme de la formation professionnelle, sa méthode est franche. Il dit : « Voilà les points sur lesquels il n'y aura pas de discussions. » S'il y a passage en force,

il est à la loyale. J'estime avoir été averti qu'il n'y avait pas de marge sur certains points. Mais là où il y avait des marges, j'estime que l'on a pu faire avancer les choses. La négociation existe.

On a l'impression que vous êtes très « Macron compatible » et, en même temps, vous faites des critiques sur certains points.

Est-ce un positionnement facile à tenir ?

P. L. : Ce n'est pas facile à tenir mais je suis à l'aise. La motion d'orientation de notre congrès en novembre 2015 portait sur la construction d'un nouveau contrat social. Quand on la lit, Macron est tout à fait compatible avec l'orientation de la CFTC. Tous les chantiers qui sont ouverts, nous demandions qu'ils soient ouverts. Les directions que nous donnions sont en gros les directions prises.

Il y a eu la suppression de l'ISF, la baisse des APL, l'augmentation de la CSG pour les petites retraites. Il est reproché à Emmanuel Macron d'être le « président des très riches ».

Doit-il faire quelque chose pour rectifier le tir ?

P. L. : L'histoire de la CSG est un drame pour certains retraités qui se demandent comment ils vont finir leur mois. Bien sûr qu'il doit faire quelque chose. Ce n'est

pas reculer que de voir que l'on a créé des situations intenable, au contraire. Il faut qu'il revoie toutes ces situations, et honnêtement, cela ne coûterait pas grand-chose. Réparer les injustices, ce n'est jamais très très cher, parce que ce sont des injustices à 30 € par mois. Pour l'État, cela doit être possible. Oui, bien sûr qu'il doit réparer, sans se déjuger, sans avoir l'impression d'avoir lâché. Non, il n'aura rien lâché, il aura réparé une injustice.

Le président dit qu'il faut réfléchir à une deuxième journée de travail non payée pour financer la prise en charge de la dépendance et du grand âge. Quel est votre point de vue ?

P. L. : C'est une très mauvaise idée. Il faut qu'il y renonce. Encore une fois, c'est une question de justice. Le système de la première journée est très injuste car il y a des Français qui paient, d'autres qui sont exonérés. Si on veut faire payer, on fait payer tout le monde.

sur la-croix.com

— Les diagnostics de performance énergétique bientôt réformés

— Trois questions sur l'abolition de l'esclavage



12 jours / 11 nuits
**Du 13 au 24
octobre 2018**

CROISIÈRE LE GRAND DANUBE DE BUCAREST À MUNICH

*Chers lecteurs
et amis,*

Cet itinéraire exceptionnel vous offre l'opportunité de découvrir huit des plus grands pays d'Europe centrale en naviguant sur le Danube, l'un des fleuves les plus fascinants du monde. C'est d'Est en Ouest que vous participerez à une véritable traversée de l'Histoire de cette région. Bucarest, Sofia, Belgrade, Vukovar, Budapest, Bratislava, Vienne et Munich seront vos étapes principales.

Premier fleuve d'Europe occidentale, le Danube porte l'empreinte d'histoires communes et symbolise la coexistence entre les peuples, les cultures et les confessions de toute cette région. Comme un condensé d'Europe, d'hier à aujourd'hui.

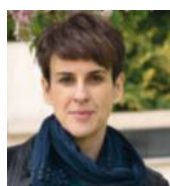
L'historienne Eszter Balázs vous accompagnera dans la compréhension de cette région complexe et un membre de la rédaction sera à vos côtés pour vivre ces moments d'échanges privilégiés.

Venez partager avec nous ces plaisirs de la connaissance et de la découverte.

*Guillaume Goubert,
directeur de LA CROIX*

TOUTE L'EUROPE CENTRALE

BUCAREST - SOFIA - BELGRADE - BUDAPEST - BRATISLAVA - VIENNE - MUNICH



AVEC VOUS À BORD

ESZTER BALÁZS - Maître de conférences et historienne à l'Institut universitaire János Kodolányi de Budapest - Département de communication et d'études des médias. Chercheuse au Musée Lajos Kassák (Musée des Avant-Gardes) sur les périodiques des avant-gardes hongroises. Boursière de l'Académie des sciences de Hongrie depuis 2014, ses domaines de recherches sont l'histoire des intellectuels, histoire de la culture, histoire des idées, histoire des médias.

Elle interviendra sur divers aspects de la culture politique des rives du Danube : **I Le Danube au XX^e siècle : ses imaginaires politiques et culturels au reflet de l'histoire géopolitique** **I Relier et séparer : 170 ans de relations politiques et culturelles entre Hongrois et Roumains, ainsi que Hongrois et Slovaques (1848-2018)** **I 1989 au long du Danube : du communisme réel aux incertitudes du monde libéral.**

ET UN MEMBRE DE LA RÉDACTION LA CROIX

- | 8 pays traversés en une seule croisière
- | La visite des plus belles villes d'Europe centrale et le mythique passage des Portes de Fer
- | Un cycle de conférences exclusif
- | Une soirée à l'Opéra de Vienne (en option)
- | Un bateau de 148 passagers seulement, fleuron de la flotte danubienne
- | Une croisière excursions incluses

À bord du
M/S AMADEUS ELEGANT



INFORMATIONS ET INSCRIPTIONS
info@rivagesdumonde.fr - 01 83 96 83 38

PRÉCISEZ LE CODE : CRX27
www.rivagesdumonde.fr/la-croix

OUI, je souhaite recevoir le programme complet de la croisière « Le Grand Danube »

MES COORDONNEES M. MME.
NOM
PRENOMS
ADRESSE
CODE POSTAL VILLE
PAYS
TELEPHONE
COURRIEL@.....

J'accepte de recevoir des informations et offres commerciales de Rivages du Monde et de son partenaire LA CROIX par voie électronique.

**COUPON À RETOURNER À RIVAGES DU MONDE/LA CROIX :
19, RUE DU QUATRE-SEPTEMBRE - 75002 PARIS**

ORGANISATION
Rivages du Monde

Mentions CNIL : Ces informations sont destinées à Rivages du Monde. Elles sont enregistrées dans notre fichier clients à des fins de traitement de votre demande de renseignements et le cas échéant de votre commande. Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, elles peuvent donner lieu à l'exercice du droit d'accès et de rectification à l'adresse suivante : Rivages du Monde 19 rue du Quatre-Septembre, 75002 Paris

CRX27

Le défi de la formation professionnelle pour tous

— Présenté au conseil des ministres aujourd'hui, le projet de loi « pour la liberté de choisir son avenir professionnel » veut favoriser l'accès à la formation professionnelle.

— L'objectif est notamment que cette dernière bénéficie davantage aux moins qualifiés.

Sandrine, 33 ans, est conductrice de ligne sur le site de fabrication de Clarins à Pontoise (Val-d'Oise). La jeune femme est entrée dans l'entreprise de cosmétiques il y a onze ans après un CAP de comptabilité. « J'ai dû arrêter mes études pour des raisons personnelles », explique-t-elle. De simple conditionneuse, la trentenaire est progressivement montée en grade au sein de l'entreprise. Après avoir bénéficié de plusieurs formations où elle a appris les bases en automatisme, en mécanique et en électronique, elle gère aujourd'hui toute seule une ligne d'emballage semi-automatisée qui conditionne les produits cosmétiques fabriqués sur le site, qui sont ensuite envoyés dans le monde entier.

« Nous avons lancé un plan de formation pour faire évoluer certains métiers », explique Christian Guicherd, directeur des ressources humaines du site depuis deux ans, qui souligne la difficulté pour l'entreprise de recruter de bons techniciens. « Sur ces lignes modernes, les opératrices, qui devaient il y a encore quelques années faire les mêmes gestes toute la journée, ne touchent même plus le produit, ajoute Hervé Ané, représentant CFDT du personnel. L'automatisation touche tous les métiers. Le plan de formation chez Clarins, qui propose aussi des cours d'alphabétisation ou d'anglais, est une chance pour évoluer dans l'entreprise, mais aussi pour être en mesure de trouver du travail ailleurs. »

Favoriser l'employabilité des salariés les moins diplômés est l'un des principaux objectifs du projet de loi « pour la liberté de choisir son avenir professionnel » présenté en conseil des ministres ce vendredi. Le « big bang » voulu par la ministre du travail Muriel Pénicaud passe par la simplification des procédures pour permettre à tous les salariés d'être davantage acteurs de leurs choix de formation.

La question de l'élargissement de l'accès à la formation se pose tout particulièrement pour les salariés les moins qualifiés. Contrai-



Stage de formation professionnelle au pôle cuir pour les selliers employés d'un fabricant de selles d'équitation haut de gamme. Patrick Allard/Rea

rement à une idée reçue, ces derniers ont autant d'attentes que les cadres, note une étude récente du Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Céreq). Deux tiers des salariés souhaitent se former, quel que soit leur niveau de qualification, indique l'étude. Si l'envie est au même niveau, les ouvriers et les employés sont pourtant peu nombreux à exprimer leurs souhaits. Seuls 19 % des ouvriers non qualifiés ont formulé une demande de formation auprès de leur employeur dans l'année précédant l'étude, contre 50 % des cadres.

Cet accès différent entraîne une « double peine » pour les salariés

repères

Les principales dispositions du texte

Le projet de loi « pour la liberté de choisir son avenir professionnel » présenté ce jour en conseil des ministres est le deuxième acte des réformes sociales qui ont débuté avec les ordonnances réformant le code du travail.

Il prévoit une refonte complète du système de gouvernance et de financement de l'apprentissage, qui sera désormais piloté par les branches professionnelles.

« Les salariés qui auraient le plus besoin d'une formation sont ceux qui y ont le moins accès. »

les moins diplômés, résume Mathilde Lemoine, économiste et auteure d'une étude sur l'accès à la formation pour Terra Nova. « Les salariés qui auraient le plus besoin d'une formation sont ceux qui y ont le moins accès. Et quand ils y

Le chapitre portant sur la formation continue entend simplifier drastiquement le système. Les droits personnels à formation seront libellés en euros; les organismes de formation devront gagner en qualité, et une agence publique pilotera l'ensemble.

Le projet prévoit une extension des droits au chômage, sous conditions, aux salariés démissionnaires et à certains travailleurs indépendants. Le contrôle des chômeurs sera renforcé.

Le texte prévoit aussi le principe d'un bonus-malus concernant l'usage des contrats précaires.

ont accès, ils sont souvent limités à des formations contraintes, notamment en matière de sécurité, qui servent uniquement à améliorer leur productivité à leur poste de travail. »

Le cas de Sandrine, chez Clarins, est donc rare. Et il risque de le rester, s'inquiète Mathilde Lemoine. « L'intention de la loi est bonne, notamment en accordant les mêmes droits à la formation aux salariés à temps partiel qu'aux salariés à temps plein, mais elle n'insiste pas assez sur l'importance de l'accompagnement », estime-t-elle. Si les précédentes lois sur la formation continue cherchent toutes à rendre les salariés plus autonomes, « c'est, dans les faits, toujours l'entreprise qui reste le cadre privilégié pour les projets de formation », indique Isabelle Marion, chercheuse au Céreq.

Peu de salariés se sont jusqu'ici emparés des outils existants. Interrogée sur la question, Sandrine ne connaît pas l'existence du compte personnel de formation, au cœur de la réforme à venir, ni de son prédécesseur le droit individuel à formation. « Les salariés sont perdus », indique Hervé Ané, chez Clarins. « S'il n'y avait pas eu une volonté forte des représentants du personnel, soutenue par la direction, de développer la formation au sein de l'entreprise, rien n'aurait pu se faire. C'est à cette échelle que tout se passe. » Julien Duriez

essentiel

Justice — Vincent Bolloré mis en examen

Après deux jours de garde à vue, Vincent Bolloré a été mis en examen mercredi soir pour des faits de « corruption d'agent public étranger » et complicité d'« abus de confiance » et de « faux et usage de faux » par les juges d'instruction chargés de l'enquête sur les ports africains de son groupe. « M. Vincent Bolloré, qui reste présumé innocent, pourra avoir enfin accès à ce dossier dont il n'a jamais eu connaissance et répondre à ces accusations infondées », a déclaré son porte-parole dans un communiqué.

Aviation

De nouvelles grèves en mai à Air France

Une dizaine de syndicats d'Air France, regroupant toutes les catégories de personnels, ont appelé à la grève les 3, 4, 7 et 8 mai pour obtenir 5,1 % d'augmentation globale des salaires en 2018. Elles feraient suite aux onze journées d'arrêt de travail depuis février qui ont coûté 300 millions d'euros à la compagnie, selon la direction. Cette dernière s'en tient à sa proposition de 2 % d'augmentation en 2018 et de 5 % supplémentaires sur trois ans. Les salariés se prononcent depuis hier sur cette proposition. Le résultat de cette consultation électronique sera connu le 4 mai prochain. Le PDG d'Air France-KLM Jean-Marc Janailac a mis sa démission dans la balance.

États-Unis —

Le chômage au plus bas

Le ministère du travail américain a recensé 209 000 demandes hebdomadaires d'allocations pour la semaine close le 21 avril. C'est la première fois depuis décembre 1969 que les inscriptions au chômage sont si peu nombreuses, attestant de l'étroitesse du marché de l'emploi américain où le taux de chômage est à 4,1 %, au plus bas depuis dix-sept ans.

sur-la-croix.com

— La justice annule deux nouvelles zones touristiques internationales à Paris — Petit coup de mou sur la croissance en Europe

Aux Philippines, une religieuse menacée d'expulsion

— Sœur Patricia Fox est accusée d'« *activité politique partisane* » par le gouvernement philippin.

— Le climat de répression à l'égard des opposants au pouvoir du président Rodrigo Duterte inquiète, dans ce pays très catholique.

Manille

De notre correspondante

Avis de répression pour les ressortissants étrangers qui critiqueraient trop fort la présidence de Rodrigo Duterte. Après avoir refoulé, il y a une semaine à l'aéroport, le secrétaire adjoint du Parti socialiste européen Giacomo Filibeck, quasiment déclaré persona non grata la rapporteure des Nations unies sur les tueries extrajudiciaires Agnès Callamard, les autorités philippines ont émis lundi un ordre d'expulsion d'ici à trente jours à l'encontre d'une religieuse australienne de 71 ans.

Vivant sur place, sœur Patricia Fox, membre de la congrégation des Sœurs de Notre-Dame de Sion, s'est consacrée aux plus pauvres depuis presque trente ans. Son visa missionnaire a été immédiatement annulé. Ce qui lui est reproché ? D'abord une récente visite, aux communautés indigènes qui réclament la reconnaissance de leurs terres. Mais aussi d'avoir accompagné des parlementaires partis enquêter sur les meurtres de fermiers (près de 187 sous la présidence Duterte et liés à de possibles abus militaires). Pour les services d'immigration, ce déplacement relève de l'« *activité politique partisane* », illicite dans le



Sœur Patricia Fox, le 17 avril dernier après avoir passé la nuit au poste de police. Basilio H. Sepe/EFE/MaxPPP

cadre d'un visa missionnaire. Les autorités n'ont pas prévenu la principale intéressée de l'ordre d'expulsion émis à son encontre. « *J'ai appris la nouvelle dans les médias. Je suis surprise, car normalement j'avais dix jours pour déposer un dossier contestant les accusations* », a réagi sœur Fox. Son avocat, M^e Jobert Pahilga, a annoncé avoir fait appel et n'exclut pas de saisir la cour d'appel, voire la Cour suprême.

La religieuse se savait visée. Le 16 avril, elle avait passé la nuit au poste de police, Rodrigo Duterte en personne l'ayant accusée d'avoir

porté atteinte à la sécurité de l'État. « *J'ai ordonné qu'elle soit interrogée, pas expulsée de suite ni arrêtée, mais qu'elle soit convoquée dans le cadre d'une enquête pour trouble à l'ordre public* », avait alors justifié le chef d'État. « *Sœur Patricia a une sacrée personnalité mais ce n'est pas un va-t-en-guerre*, dément le père Bernard Holzer, assomptionniste installé à Manille depuis douze ans. *Cet avis d'expulsion est clairement un avertissement pour ceux qui, parmi les ressortissants étrangers et l'Église catholique, s'exposent le plus: "Ne vous mêlez pas de nos affaires."* » L'affaire

est prise au sérieux par l'Église catholique philippine. Dès l'arrestation de sœur Fox, la Conférence des évêques et l'Association des supérieurs religieux majeurs ont exprimé leur « *inquiétude* », tout comme divers partis d'opposition.

Depuis Rome, sœur Mary Babic, supérieure générale de Notre-Dame de Sion, a elle aussi pris la défense de la religieuse, demandant « *au gouvernement philippin d'autoriser sœur Patricia et les autres membres de l'Église à poursuivre leur travail missionnaire sur place* ».

Marianne Dardard

Akadem, pionnier et modèle des campus numériques religieux

— Récompensé il y a peu par une fondation « *pour la vocation éducative juive* », le campus numérique Akadem fait figure de modèle pour les protestants et la Fondation de l'islam de France.

Sur le portail Akadem, « *le campus numérique juif* », on trouve cette semaine des vidéos – sur l'urbanisme autour de Jérusalem, sur le procès de l'historien Georges Bensoussan pour « *provocation à la haine raciale* » ou encore sur l'inventeur du « *violon reggae* » –, des propositions culturelles et, bien sûr, le commen-

taire de la *paracha*, la portion de la Bible qui sera lue à la synagogue cette semaine par la directrice de la bibliothèque juive de Marseille...

Un peu plus de dix ans après sa création par le journaliste Laurent Munnich, Akadem fait figure de modèle en matière de campus numérique religieux. Les pasteurs Antoine Nouis et Jean-Luc Mouton sont venus les trouver il y a deux ans avant de lancer leur propre Campus protestant... Et c'est désormais le tour de la Fondation de l'islam de France, qui travaille sur la connaissance du « *fait religieux musulman* ». En 2004, alors que YouTube et Dailymotion balbutiaient

encore, Laurent Munnich entrevoit le potentiel de la vidéo au service de l'étude et de la vie juives. « *À l'époque, au sein de la communauté, chacun avait son petit site en fonction de son intérêt* », se souvient-il. Son ambition : proposer un portail « *ouvert à tous les courants du judaïsme, le plus large et le moins cloisonné possible* ». Le résultat, cofinancé par le Fonds social juif unifié et la Fondation pour la mémoire de la Shoah, est utilisé par des juifs pour le *limoud* (l'étude juive), la réflexion philosophique ou politique, mais aussi la vie culturelle. Parmi les articles les plus consultés, l'étude et la pensée juive – emblématique,

selon ses responsables, du « *profond besoin de spiritualité de notre époque* » –, le commentaire de la *paracha*, mais aussi la petite rubrique « *cuisine* »...

Des non juifs aux pratiquants et orthodoxes, en passant par ceux qui se définissent comme « *juifs libéraux* » ou « *juifs de Kippour* », tous les publics se côtoient. La difficulté étant de les satisfaire tous. La mise en valeur des femmes a suscité au départ des réactions parfois violentes. Depuis peu, le campus s'est enrichi d'une section Alef-Bet sous forme de courtes vidéos à destination des débutants.

Anne-Bénédicte Hoffner

essentiel

Nicaragua —

L'archevêque de Managua « *médiateur et témoin* »

Alors qu'une protestation populaire contre une réforme des retraites – abandonnée depuis – a fait 34 morts en une semaine au Nicaragua, les autorités ont demandé au cardinal Leopoldo Brenes, archevêque de Managua, de servir de « *médiateur et témoin* » pour apaiser les tensions. Après avoir réclamé comme « *base du dialogue* » la libération de manifestants, celui-ci a accepté, mardi, en insistant pour que le gouvernement « *évite tout acte de violence* ».

Allemagne

Des crucifix dans les bâtiments administratifs de Bavière

La Bavière a annoncé mardi, dès le 1^{er} juin, un crucifix serait accroché dans le hall de chaque bâtiment administratif. C'est « *l'expression d'une identité et l'expression d'une empreinte historique et culturelle* », a justifié le ministre-président Markus Söder. Cette décision ne devrait pas être contraire à l'obligation de neutralité exigée de la part des régions mais a déjà suscité de vives réactions. Le parti au pouvoir, la CSU, est accusé par l'opposition d'instrumentaliser cette question, à six mois d'élections régionales délicates face à une extrême droite en plein essor.

Cameroun —

L'Église catholique appelée à jouer un rôle de médiation

« *Étant donné l'opposition de Yaoundé à toute médiation internationale* », l'Église catholique devrait jouer un rôle de médiateur dans la crise qui touche les régions anglophones du Cameroun, selon le rapport, paru hier, du centre d'analyses géopolitiques International Crisis Group (ICG). Depuis trois mois, les groupes séparatistes armés multiplient les actions violentes contre des symboles de l'État dans le nord-ouest et le sud-ouest du pays. Face au risque de « *guerre civile* », l'ICG invite aussi l'Église à « *surmonter ses divisions et afficher sa neutralité* ».

sur la-croix.com

— Judaïsme : Rome et Jérusalem s'opposent... sur les artichauts !

**Concert « Orchestre à l'école »
à la maison de la culture
d'Amiens (Somme), le 30 mai 2017.**
Laurent Rousselin/Amiens Métropole



— Créée en 2008, l'association « Orchestre à l'école » propose à tous les enfants d'une classe de bénéficier d'une pratique musicale collective en primaire et en collège.

— L'initiative s'appuie sur les compétences des professeurs de conservatoire.

Ce lundi matin, les élèves du CE2 de l'école Franc-Nohain, dans le 13^e arrondissement de Paris, patientent devant la salle de musique où sont entreposés les instruments. Les professeurs du conservatoire les appellent par groupes : tuba, clarinette, saxophone, trombone...

Avec Vicente, le professeur de tuba, quatre enfants nettoient leur instrument. « Ça fait deux mois qu'ils ont commencé et n'apportent pas encore l'instrument chez eux. On est dans la découverte », explique l'encadrant avant de les questionner : « Comment fait-on une note ? Prenez l'embouchure de l'instrument et montrez-moi ! » Les enfants lèvent la main. « Il faut faire vibrer les lèvres ! », lance Cheyma, prête à jouer. « On fait tous un do pour se chauffer. » Vicente lance le top départ d'un geste de la main jusqu'à ce qu'il referme ses doigts dans sa paume. « Le fait qu'ils sachent que la note se termine à ce moment-là, c'est un apprentissage en soi. »

Il s'agit « de permettre à l'enfant de trouver un espace de réussite. D'apprendre de manière ludique à écouter, à se concentrer ».

Dans une autre classe, Laurène, qui s'occupe avec Mathieu du groupe des trombones, claque des doigts pour donner le rythme : « Ce qui est difficile avec l'orchestre, c'est qu'il faut attendre

et être prêt à jouer au bon moment. » Leïla a du mal à rester en place et se sert de son trombone comme d'une canne. Tout sourire, Laurène lui rappelle qu'ils sont ici pour s'amuser mais qu'il faut respecter l'instrument...

En 1999, la Chambre syndicale de la facture instrumentale (CSFI) « s'est aperçue que seuls 2 % des enfants allaient au conservatoire », raconte Marianne Blayau, déléguée générale d'Orchestre à l'école (1). En septembre 2008, une association se structure pour favoriser la pratique instrumentale, en proposant un soutien financier aux établissements scolaires qui souhaitent rejoindre Orchestre à l'école. Près de la moitié du budget de l'association est consacrée à l'achat de parcs instrumentaux et à la formation des intervenants. Pour Marianne Blayau, il s'agit « de permettre à l'enfant de trouver un espace de réussite. D'apprendre de manière ludique à écouter, à se concentrer ».

Ce programme de trois ans regroupe tous les élèves d'une classe autour d'un projet un peu fou : créer un orchestre. Au rythme de deux heures par semaine, les élèves atteignent un niveau musical de qualité. De leur côté, les professeurs développent une pédagogie et un répertoire adaptés. Ainsi,

repères

Quelques chiffres...

Orchestre à l'école est présent dans 614 villes, 93 départements, 15 régions.

1230 orchestres étaient en fonctionnement à la rentrée 2017.

33 480 élèves sont bénéficiaires de l'initiative. 235 000 heures

de cours sont dispensées chaque année.

Sont concernés : les primaires (52 %), les collèges (46 %), les lycées et maternelles (2 %).

Les pupitres instrumentaux se répartissent entre : instruments à vent (40 %), instruments à cordes (13 %), instruments « mixtes » (25 %) et autres (22 %).

les élèves apprennent la lecture de la musique parallèlement, tout en jouant dès le début. En septembre 2017, plus de 33 000 élèves bénéficiaient de l'opération. La déléguée générale espère pouvoir intégrer « 4 000 enfants de plus à la rentrée prochaine ».

Au collège privé Jacques-Cathelineau de Saint-Florent-le-Vieil (Maine-et-Loire), les élèves de 5^e de la classe orchestre préparent la salle de musique. Batteries et xylophones sont installés au fond, cuivres sur la droite, bois à gauche. Ce matin, c'est la première fois que les collégiens jouent ensemble une pièce travaillée jusque-là par pupitres séparés. Benoît met au défi

ses élèves : « Il y a des choses à revoir, mais on va quand même essayer de le faire tous ensemble. » Le résultat est brouillon, il les rassure et les lance sur un morceau du film *Les Aventures de Rabbi Jacob* qu'ils exécutent parfaitement !

Depuis que l'établissement a rejoint l'aventure en 2015, une classe orchestre ouvre chaque année – contre une tous les trois ans habituellement. « Ça a un coût pour l'établissement, puisque c'est nous qui avons acheté les instruments avec l'aide de l'association, explique la directrice Véronique Flandre, mais il faut que tous les élèves soient touchés. » Elle rappelle que, en milieu rural, l'épar-

pillement de l'habitat rend « la pratique instrumentale complexe ».

L'école primaire Henri-Barbusse de Malakoff (Hauts-de-Seine) et son conservatoire attenant font figure d'exception. Installés dans une salle insonorisée du conservatoire, les élèves du cours d'alto replacent les gommettes sur le manche des instruments. Plus que deux semaines avant le grand concert sur la scène nationale du Théâtre 71 à Malakoff. « C'est un stress pour eux, dit Isabelle Genty, la directrice de l'école, mais ils voient qu'ils sont capables de grandes choses. » Elle insiste sur une dimension humaine qu'elle n'avait pas imaginée : « L'année dernière un garçon de CM2 m'a dit qu'il avait parlé à des filles qu'il n'aurait jamais abordées s'il n'avait pas fait de violoncelle avec elles. »

La directrice se félicite de voir que la classe orchestre permet de transcender les forts clivages sociaux et culturels dans son établissement. Après leurs trois ans d'apprentissage à l'école, une quinzaine d'enfants, désormais au collège, ont poursuivi leur formation au conservatoire.

Romane Ganneval

(1) Dix ans d'Orchestre à l'école, le 3 mai à l'Olympia : soirée spectacle jazz et musiques actuelles. Entrée libre.

Paris veut accueillir le patrimoine en danger

— La semaine prochaine, au Conseil de Paris, une dizaine de mesures en faveur de la culture seront annoncées. Parmi elles, la volonté de faire de la capitale un « refuge » pour les œuvres du patrimoine menacées par les guerres et les périls.

« Paris, ville refuge pour les œuvres menacées dans le monde ». Ainsi se résume l'une des dispositions que Bruno Julliard, premier adjoint à la maire de Paris, chargé de la culture, présentera la semaine prochaine au Conseil de Paris. « Cette idée a germé voici plusieurs années », explique-t-il à *La Croix*. Paris, capitale de la culture, qui rayonne par la culture, ne peut se résoudre à ce que, dans de nombreuses zones de conflit, les témoignages du génie humain soient sacrifiés par la folie humaine. »

Dans le sillage des 50 propositions françaises pour protéger le patrimoine de l'humanité, établies, au niveau national, par Jean-Luc Martinez, patron du Musée du Louvre, à la demande de François Hollande en 2015, « Paris va mettre

à disposition des réserves pour accueillir, conserver et, dans un second temps, valoriser des œuvres en péril dans leur pays », explique Bruno Julliard.

Bien entendu, cette disposition ne peut être que « temporaire », l'objectif étant « de voir ces pièces retourner dans leurs régions, villes, musées, bibliothèques... d'origine, dès le danger écarté ». Une précision de haute importance lorsque l'on sait les tensions suscitées par la présence dans les collections occidentales d'œuvres acquises au fil de l'histoire, via des pillages et autres « pressions » politiques et économiques.

En coordination avec l'Alliance internationale pour la protection du patrimoine dans les zones de conflit (Aliph, créée à Genève en 2017 sous l'égide des Nations unies), cette mise à l'abri sera rendue possible essentiellement grâce aux espaces disponibles au Crédit municipal, l'ancien Mont-de-piété : « Nous y disposons de plusieurs milliers de mètres cubes », indique la Mairie de Paris. Précisant que certains musées de la capitale pourraient également être mis à contribution, « même si ce ne sera sans doute pas nécessaire ».

Cette disposition ne peut être que « temporaire », l'objectif étant « de voir ces pièces retourner dans leurs régions, villes, musées, bibliothèques... d'origine, dès le danger écarté ».

« Dans nos relations diplomatiques avec les gouvernements locaux, essentiellement des villes, la culture est un axe fondamental, reprend Bruno Julliard. Il s'agit donc de faire connaître rapidement cette nouvelle proposition à nos partenaires mais aussi aux ONG, aux établissements culturels qui œuvrent à protéger l'art et le patrimoine. »

Pourtant, une fois le lien établi et la décision prise de répondre favorablement à l'offre parisienne par tel musée ou telle ville d'Irak, du Yémen ou de Syrie, l'essentiel reste à faire. À savoir l'acheminement des œuvres dans de bonnes conditions de sécurité.

La Mairie de Paris compte sur l'expertise de l'Aliph, envisageant même « si besoin » de participer

au financement du convoiement des pièces exfiltrées. Il est difficile par ailleurs d'envisager une telle politique sans poser la question humaine qui s'y attache. D'autant que la Ville de Paris, qui assure « essayer d'être à la pointe en matière d'accueil des réfugiés », est souvent montrée du doigt pour les campements de migrants qui s'y développent comme actuellement à La Villette (lire *La Croix* d'hier).

« Il est fort probable, insiste Bruno Julliard, que ce nouveau partenariat concernera aussi des scientifiques et techniciens qui connaissent, sauvegardent et étudient ces œuvres. » Et de souligner, dans un domaine voisin, la politique de la capitale en faveur des artistes et écrivains persécutés dans leur pays.

« Paris s'inscrit dans un collectif international pour mettre à leur disposition des hébergements, notamment à la Cité des arts, mais aussi des lieux de travail et de création. »

Emmanuelle Giuliani

sur-la-croix.com
Qu'est-ce que le Crédit municipal ?

Abbas, l'œil humaniste

— Figure majeure du photojournalisme et pilier de l'agence Magnum, le photographe franco-iranien Abbas est décédé mercredi, à Paris, à l'âge de 74 ans.

Une femme blessée par une bombe de l'Armée républicaine irlandaise (IRA) s'effondre dans une rue de Belfast, en juin 1972. Un corps porté par une foule à Téhéran s'élève au premier plan, le 11 février 1980. Des visages et des sourires parfois... Des guerres et des conflits souvent. En quête de vérité, les clichés d'Abbas Attar, toujours en noir et blanc, ont su saisir la triste réalité du monde. Après une carrière de près de cinquante ans, le photojournaliste, décédé mercredi, laisse derrière lui une œuvre immense, témoignage de l'histoire politique, sociale et culturelle de ces dernières décennies.

Bangladesh, Vietnam, Moyen-Orient, Afrique du Sud ou encore Mexique... Abbas avait couvert de multiples conflits et révolutions pour le compte de l'agence Magnum, qu'il avait intégrée en 1981. Photographe engagé, il s'était at-



Abbas, en 1973, couvrant la guerre du Vietnam.
Abbas/Magnum Photos

telé par la suite à comprendre et faire comprendre les grandes religions de la planète, combinant de nombreuses expositions et livres de photographies.

Cet attrait pour la religion et la spiritualité trouve son origine dans la révolution islamique qu'a connue son pays à la fin des années 1970. Né en 1944 à Khash, en

Iran, Abbas avait grandi en Algérie mais était revenu couvrir l'événement de 1978 à 1980, avant de s'exiler pendant dix-sept ans. Il s'était ensuite intéressé à la montée de

« Abbas était un citoyen du monde qu'il ne cessait de documenter, avec ses guerres, ses désastres, ses révolutions et ses soulèvements. »

l'islamisme à travers le monde, à la fin des années 1980, et s'était concentré sur le christianisme en 2000, puis sur l'animisme, le bouddhisme et l'hindouisme. « Ce qui m'intéresse, ce n'est pas juste la croyance personnelle, mais ce que font les gens par amour pour Dieu », avait-il déclaré.

« Abbas était un citoyen du monde qu'il ne cessait de documenter, avec ses guerres, ses désastres, ses révolutions et ses soulèvements », souligne Thomas Dworzak, actuel président de Magnum. Il était un pilier de l'agence, le parrain de toute une génération de photojournalistes plus jeunes. » Derrière l'objectif, le photoreporter aura passé sa vie à pro-

mener son regard sensible, interrogateur et humaniste autour du globe. Ses clichés monochromes auront fait de lui une figure majeure du photojournalisme.

Valentin Géný

Voir l'image du jour en page 28.

essentiel

Cinéma

« L'Homme qui tua Don Quichotte » de Terry Gilliam interdit à Cannes ?

Un contentieux juridique oppose Terry Gilliam au producteur qui a acheté les droits de *L'Homme qui tua Don Quichotte* en avril 2016, Paulo Branco. Ce dernier attaque le Festival de Cannes en référé, menaçant d'interdire la projection du film à Cannes et sa sortie le 19 mai. Le tribunal de grande instance de Paris rendra sa décision le 7 mai. Ce nouveau litige prolonge la « malédiction » qui frappe ce film depuis 18 ans...

Agenda

Nocturnes gratuites au Grand Palais

Dans un souci d'ouverture et d'accès à la culture pour tous, le Grand Palais, à Paris, lance avec le soutien de la Caisse d'épargne, des nocturnes gratuites pour les moins de 26 ans. Les deux grandes expositions du moment, « Kupka. Pionnier de l'abstraction » et « Artistes & Robots », seront donc visibles gratuitement pour les plus jeunes, les mercredis 2 mai, 6 juin et 4 juillet prochains, entre 19 heures et 22 heures.
Rens. : grandpalais.fr
Dernière entrée : 21 h 15.

sur-la-croix.com

— Littérature.
Le Nobel 2018 reporté ?
— Musique. À Bourges, Françoise Nyssen précise les contours du Centre national de la musique

À LIRE dans **LA CROIX**
SAMEDI 28 AVRIL



Notre dossier

L'eau potable

À l'image du Cap, en Afrique du Sud, le changement climatique et la pression démographique font de l'accès à l'eau potable un enjeu majeur.

En vente chez votre marchand de journaux

le choix de La Croix

Audacieux et poétique Passe-muraille



Denis Podalydès joue le malicieux Passe-muraille. Les Films du Poisson

Le Passe-muraille
À 20 h 55 sur Arte

Émile Dutilleul (Denis Podalydès), 46 ans, mène une vie sinistre d'employé d'assurance. Son ancienne femme, dont il est divorcé depuis douze ans maintenant, s'entête à l'inscrire sur des sites de rencontres. Sa mère, qu'il visite régulièrement, n'a plus toute sa tête. Au travail, l'employé dévoué est humilié par un petit chef ambitieux. Cette existence tout en gris s'illumine pourtant le jour où une nouvelle stagiaire s'installe en face de lui. Ariane (Marie Dompnier) est, elle, souriante, joyeuse, attentive aux autres. Son opposé.

Le soir même, Émile se découvre un pouvoir extraordinaire : il peut passer à travers les murs. Ce don singulier va lui être très utile pour se venger de son chef et lui jouer mille tours cocasses. Lorsqu'il s'aperçoit que la belle Ariane, à laquelle il n'est pas insensible, rencontre des problèmes d'argent, il se met à commettre des larcins de plus en plus importants, signés « Le Passe-muraille »...

Que veut ce mystérieux cambrioleur, s'interroge alors la France entière ? « C'est Monsieur tout-le-monde, qui traverse les murs. Il n'a pas de mobile apparent », résume le chef de cabinet de la première ministre. « Tout le traverse, cet homme-là. Et probablement les balles », renchérit, dépité, le chef du Raid.

Dante Desarthe adapte avec malice et virtuosité la célèbre nouvelle de Marcel Aymé, écrite en 1943, qu'il transpose élégamment dans le Paris moderne. Portée par des dialogues drôles et ciselés, cette fiction, sélectionnée et primée par plusieurs festivals (en compétition au Fipa 2016, prix de la meilleure interprétation masculine au Festival de Luchon), prend des allures de savoureuse fable sociale au parfum de fantastique.

C'est donc un beau moment de télévision que propose Arte ce soir, avec un film raffiné et plein de poésie qui aurait tout aussi bien pu être réalisé pour le grand écran des salles de cinéma.

Aude Carasco

TF1	France 2	France 3	Arte	France 5	M6	Et aussi...
11.00 Les feux de l'amour; 12.00 Les douze coups de midi; 13.00 Journal; 13.55 10 rendez-vous pour séduire. 14 Téléfilm de Nzingha Stewart; 15.35 Sous le soleil de Miami. Téléfilm de Betty Kaplan; 17.10 Les plus belles mariées; 18.15 Bienvenue à l'hôtel: «La finale»; 19.20 Demain nous appartient; 20.00 Journal; 20.35 Le 20h le mag; 20.50 C'est Canteloup.	9.35 Amour, gloire et beauté; 10.50 Motus; 11.20 Les Z'amours; 11.55 Tout le monde veut prendre sa place; 13.00 Journal; 13.55 Ça commence aujourd'hui: «Une infidélité a sauvé mon couple»; 15.05 Je t'aime, etc; 16.20 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre; 18.00 Tout le monde a son mot à dire; 18.40 N'oubliez pas les paroles; 20.00 Journal.	8.00 Ludo vacances; 10.50 L'instant R; 11.15 Midi en France: «Depuis Menton»; 12.00 12/13; 12.55 Météo à la carte; 13.50 Rex; «Tour de passe-passe»; «Une vieille promesse»; «Nid de guêpes»; 16.10 Des chiffres et des lettres; 16.45 Personne n'y avait pensé!; 17.30 Slam; 18.10 Questions pour un champion; 19.00 19/20; 20.00 Tout le sport; 20.30 Plus belle la vie.	12.50 Arte journal; 13.00 Arte regards; 13.35 Le livre de la jungle. Film d'aventures de Zoltan Korda; 15.45 Contes des mers; 16.30 Invitation au voyage; 17.10 X-enius; 17.35 Jardins d'ici et d'ailleurs: «Bois des Moutiers (France)»; 18.05 Aux portes de la mer: «Marseille»; 19.00 Nouvelle-Zélande, terre sauvage: «Les maîtres de l'eau»; 19.45 Arte journal; 20.05 28 minutes.	9.20 La maison des Marnelles; 10.15 Les 100 lieux qu'il faut voir; 10.55 L'hôtel des hérissons; 11.45 La quotidienne; 13.10 Entrée libre; 13.40 Le magazine de la santé; 14.40 Allô, docteurs!; 15.15 Dans la peau d'un vétérinaire; 15.45 Le voyageur du cercle polaire: «De l'Islande au Groenland»; 16.35 Le jardin des délices; 17.30 C à dire?!; 17.45 C dans l'air; 19.00 C à vous; 20.20 Entrée libre.	9.00 M6 boutique; 10.00 Desperate Housewives; «Le grand jeu»; «L'objet du désir»; «Un feu si ardent»; 12.45 Le 12-45; 13.30 Scènes de ménages; 14.00 Faux coupable. 14 Téléfilm de suspense d'Andrew C Erin; 16.00 La robe de mariage; 17.30 Les reines du shopping: «Eclatante en pastel»; 18.40 Chasseurs d'appart'; 19.45 Le 19.45; 20.25 Scènes de ménages.	Canal+ CRYPTÉ: 21.00 Jour J. Comédie française (2017), de et avec Reem Kherici (1h30). LCP 20.30 La poste, le grand défi. Document. W9 21.00 Enquête d'action. «Gendarmes de choc pour interventions à haut risque». Numéro 23 20.55 Les camarades: Le bateau ivre. Téléfilm dramatique (3/3) français (2006), de François Luciani, avec Valérie Donzelli (1h45). RTL 9 20.40 Planète rouge. 14 Film de science-fiction (2000), d'Antony Hoffman, avec Carrie-Anne Moss (1h50).
21.00 Koh-Lanta, le combat des héros. «Épisode 7». Présenté par Denis Brogniart. Sur l'archipel des Yasawa, c'est la révélation. L'île de l'Exil va enfin livrer son secret. Les aventuriers vont découvrir que Jérémy et Clémentine, les derniers éliminés, sont toujours en lice; 23.10 Pas de ça entre nous! Présenté par Arthur. Invités: Ary Abittan, Axelle Laffont, Virginie Ledoyen, Cyril Féraud, Laurent Luyat, Arnaud Tsamere.	20.55 Candice Renoir. Série française: «Il faut souffrir pour être beau». Avec Cécile Bois, Raphaël Lenglet. Tout semble sourire à Candice, qui a refusé sa mutation et s'est rapprochée de sa patronne. De son côté, Jules a intégré l'école hôtelière; «La vengeance est un plat qui se mange froid»; 22.45 Taratata 100% live. Présenté par Nagui. Invités: Sting, Shaggy, Alain Chamfort, Juliette Armanet, Charlotte Cardin, Antoine Elie.	20.55 Florent Pagny, la voix nue. Documentaire de Nicolas Maupied et Virginie Parrot. Après trente ans de carrière, Florent Pagny se tourne vers la nouvelle génération urbaine avec son nouvel album, «Le Présent d'abord»; portrait de l'artiste; 22.45 Le divan de Marc-Olivier Fogiel. Magazine présenté par Marc-Olivier Fogiel. Invité: Florent Pagny; 0.20 Soir 3; 1.00 Libre court - Comédie. Courts métrages. 14	20.55 Le Passe-muraille. Téléfilm humoristique français (2016), de Dante Desarthe, avec Denis Podalydès (1h35). Un petit comptable d'une compagnie d'assurance découvre par hasard qu'il possède le pouvoir de traverser les murs: sa vie change radicalement; 22.30 Personne ne bouge! «Mick Jagger». Magazine; 23.10 Twist and Loud!: «Les débuts du rock»; 0.05 Tracks; 0.50 Berlin Live: «Morrissey». Concert.	20.50 La maison France 5. Magazine présenté par Stéphane Thebaut. Change: Stéphane Millet doit parvenir à donner plus d'importance à un salon par rapport à la cuisine. Le rotin quand tu nous tiens. Les portes extérieures. La rénovation d'une longue herse. Le lin dans tous ses états; 22.20 Silence, ça pousse! Magazine présenté par Stéphane Marie, Carole Tolila; 23.20 C dans l'air; 0.25 C à vous; 1.40 Entrée libre.	21.00 MacGyver. Série américaine: «Mac et les robots». Avec Lucas Till, George Eads. Mac participe aux concours du meilleur véhicule militaire autonome créé par une agence gouvernementale et aide une rivale dont la voiture a été piratée; «Un couple idéal»; «Balade hollandaise»; 23.40 NCIS: Los Angeles; «Rocket Man». 14 ; «Plan B». 14 ; «Une épouse trop parfaite». 14 ; 2.15 The Strain. 14 ; 3.10 Programmes de la nuit.	

bourse

Séance du jeudi 26 avril. Cours à 16 heures. Les cours en direct sur bourse.la-croix.com

CAC 40		SBF 120		Dernier		% Var		% 31/12	
Séance	+0,69%	Sur un an	+3,07%	5 450,48 pts					
Indices									
Paris									
SBF120		Dernier	% Var						
SBF250		4 278,81	+0,73						
Places étrangères									
Dow Jones (New York)	24 229,62		+0,61						
Nasdaq (New York)	6 624,58		+1,70						
Nikkei (Tokyo)	22 319,61		+0,47						
EuroStoxx 50	3 500,70		+0,43						
FT 100(Londres)	7 394,42		+0,20						
Monnaies									
Change									
Etats Unis EUR/USD	1,2168		-0,14						
Gde-Bret.EUR/GBP	0,8710		-0,32						
Suisse EUR/CHF	1,1976		-0,08						
Japon EUR/JPY	132,8700		-0,12						
Matières premières									
Or		Piece Suisse 20F	201,10						
Lingot 1KG Env.	34 600,00	Piece Latine 20F	200,00						
Piece 10 Dol USA	588,00	Souverain	257,90						
Piece 10 Florins	208,50	Pétrole							
Piece 20 Dollars	1 145,00	Le baril à Londres	74,56 \$						
Piece 20F	212,70	Le baril à NY	68,40 \$						
Edenred	28,5	+1,97	+17,87						
Edf	11,39	-0,52	+9,31						
Eiffage	98,6	+1,11	+7,95						
Elior Group	16,53	+1,41	-4,03						
Ellis	19,85	+0,35	-13,75						
Engie	14,305	+0,88	-0,21						
Eramet	149,5	-0,07	+50,96						
Essilor Intl.	112,4	+0,49	-2,22						
Eurazeo	73,25	+0,96	-4,87						
Eurofins Scient.	428,6	+1,52	-15,56						
Euronext	59,35	+1,28	+14,55						
Europcar	9,46	+0,85	-7,71						
Eutelsat Commun.	17,56	-1,95	-8,99						
Faurecia	67,96	+0,27	+4,35						
Fnac Darty	83,45	+0,42	-17,13						
Fonc.des Regions	90,85	+1,34	-3,84						
Gecina Nom.	139,6	+1,38	-9,29						
Gemalto	49,88	-0,16	+0,77						
Gemfit	23,9	+0,84	-0,08						
Groupe Eurotunnel	11,64	+0,34	+8,58						
Gtt	52	+1,86	+3,79						
Hermes Intl	521,2	+0,19	+16,80						
Icade	80,95	+1,70	-1,20						
Illiad	164,25	+0,86	-17,77						
Imerys	80,1	+0,88	+1,99						
Ingenico Group	71,46	+1,82	-19,72						
Ipsen	130,85	+4,10	+31,42						
Ipsos	30,86	+0,19	+0,52						
Jc Decaux Sa.	29,32	+1,10	-2,75						
Kering	460,9	+0,55	+17,28						
Kleipierre	33,13	+1,04	-9,64						
Korian	27,94	+4,57	-5,11						
L'oreal	191,35	+0,55	+3,46						
Lafargeholcim Ltd	45,7	+1,11	-2,85						
Lagardere S.c.a.	23,75	+1,84	-11,15						
Legrand	64,02	+0,28	-0,26						
Lvmh	280,3	-0,12	+14,22						
Maisons Du Monde	32,98	-0,36	-12,64						
Mercialys	16,39	+2,12	-11,14						
Metropole Tv	20,34	+0,49	-5,55						
Michelin	115,7	+0,13	-3,22						
Natixis	6,698	+0,60	+1,55						
Neopost	22,12	+3,08	-7,83						
Nexans	43,22	+1,72	-15,44						
Nexity	51,7	+0,58	+4,19						
Orange	14,96	+1,29	+3,35						
Orpea	104,3	+1,96	+6,10						
Pernod Ricard	136,2	+0,22	+3,22						
Penugeot	20,34	+0,79	+19,96						
Plastic Omnium	39,14	+0,41	+3,29						
Publicis Groupe Sa	59,6	+0,98	+5,21						
Remy Cointreau	113,7	+1,61	-1,56						
Renault	92,1	-0,71	+9,76						
Revel	13,78	+0,55	-8,86						
Rubis	62,35	+1,88	+5,71						
S.a.b.	159	+1,66	+2,95						
Safran	94,24	+4,11	+9,70						
Saint Gobain	42,955	-1,08	-6,58						
Sanofi	66,49	+0,94	-7,46						
Sartorius Sted Bio	75	+1,35	+24,40						
Schneider Electric	74,46	+0,70	+5,08						
Scor Se	35,4	+0,23	+5,53						
Ses	11,725	-0,49	-9,88						
Societe Generale	45,54	-0,05	+5,78						
Sodexo	80,34	+0,50	-28,30						
Soltec	68,4	+3,79	+15,05						
Solocal Group	1,066	+1,43	+28,43						
Solvay	115,25	+0,52	-0,56						
Sopra Steria Group	170,6	+0,71	+9,46						
Spie	17,73	+2,01	-18,31						
Stmicroelectronics	18,31	+0,74	+0,58						
Suez Env.	11,945	+2,05	-18,55						
Tarkett	24,18	+3,96	-30,87						
Technicolor	1,206	-10,80	-57,98						
Technipmc	27,74	+1,17	+7,31						
Teleperformance	128,1	-	+7,24						
Thi	10,27	+0,39	-16,40						
Thales	103,55	+1,32	+15,21						
Total	51,89	+1,45	+12,69						
Trigano	152,3	+1,94	+3,39						
Ubisoft Entertain	79,44	+2,58	+23,85						
Unibail-rodamco	197,9	+2,41	-5,76						
Valco	55,26	+0,84	-11,26						
Vallourec	4,957	+2,48	-1,55						
Veolia Environ.	19,44	+1,36	-8,63						
Vicat	60,85	+1,50	-7,51						
Vinci									

carnet

décès

— Jacques et Odile Loizillon, Bernard (+) et Gisèle (+) Loizillon, Marie et Pierre François, Brigitte et Alain Guillon, Noël et Rose Loizillon, Marie-Odile (+) Loizillon, ses frères et sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, ainsi que ses nièces et neveux, petites-nièces et petits-neveux, arrière-petites-nièces et arrière-petits-neveux et leurs amis ont la tristesse de vous annoncer le décès de **Jean-Marie LOIZILLON**, survenu le 16 avril 2018, dans sa 93^e année.

La messe des obsèques a été célébrée le samedi 21 avril en l'église Saint-Jean-Marie-Vianney de Pessac. Ayant entendu l'appel du Père : « Va travailler à ma vigne », Jean-Marie fut ordonné prêtre le 29 juin 1949 par Angelo Roncalli, nonce à Paris, devenu saint Jean XXIII. Pendant 69 ans de sacerdoce à Bordeaux, Talence et Pessac, il fut un « bon pasteur », souriant et bienveillant, entouré de sa famille et d'amis fidèles. Son intérêt pour le monde actuel l'ouvrait au dialogue avec tous ; il « permit à beaucoup de laïcs de découvrir les appels de Dieu pour un engagement plus vrai au cœur du monde ». [Marie et Pierre François, 134 bis rue Lasègue, 92320 Châtillon.]

— Bernard Auriol et sa famille vous font part du retour à Dieu de **Rose Marie DURO COMA, épouse Auriol**, le 19 avril 2018 dans sa 76^e année. La messe de neuvaïne sera célébrée le 28 avril en l'église Saint-Michel de Villemur. [Ordino vallées d'Andorre, 31340 Bondigoux.]

colloque

— Colloque de la Fédération française de psychothérapie et de psychanalyse (FF2P)

1^{er} et 2 juin 2018

« La précarité psychique »

Programme et inscription sur le site : www.ff2p.fr

Transmission du carnet

Par courrier : 18, rue Barbès, 92128 Montrouge Cedex.
Par téléphone : de 9 heures à 17 heures au 01 74 31 66 06 (du lundi au vendredi)
Par fax : 01 74 31 60 03
E-mail : carnetlacroix@bayardmedia.fr (Préciser nom, adresse et n° de téléphone)
Les textes doivent parvenir avant 11 h pour une parution le lendemain.
La ligne : 20 € TTC. La ligne en gras est facturée sur la base de deux lignes. Remise de 10 % à nos abonnés. Remise de 50% pour les fiançailles, mariages et baptêmes.

Partagez la joie de la naissance ou du baptême de vos enfants et petits-enfants

Le Carnet de LA CROIX 01.74.31.66.06

Pour vos annonces judiciaires et légales

Contact : Média Marketing au 01 41 38 86 15.
E-mail : lacroix@mediamarketing.fr
Par arrêté des préfets des départements intéressés, *La Croix* a été désigné comme publieur officiel pour recevoir, en 2018, dans les départements de Paris (5,50 €), Essonne (5,25 €), Hauts-de-Seine (5,50 €) et Val-de-Marne (5,50 €) toutes les annonces judiciaires et légales, en matière de procédure civile et de commerce, ainsi que les actes de société. Tarifs H.T. à la ligne définis par l'arrêté ministériel du 21 décembre 2017.



LA REVUE DE PRESSE CHRÉTIENNE

DANS LA **MATINALE** DE RADIO PRÉSENCE TOUS LES **VENDRREDIS À 8H20** PAR **ÉRIC LECLERT**

PRÉSENTATION DU NUMÉRO DE **LA CROIX** DU WEEK-END



TOULOUSE 97.9 LOURDES 90.6
www.radiopresence.com
Téléchargez l'appli sur :
App Store Google play

annonces

culture et spiritualité

Fondacio

Un temps fort d'une semaine dans les Pyrénées avec 150 jeunes d'une même région !

Camps Réussir sa Vie Jeunes
14/18 ans

TROUVER DES REPÈRES POUR SA VIE
MIEUX SE CONNAÎTRE / SE DÉPASSER
PRENDRE CONFIANCE EN SOI
VIVRE DES RELATIONS CONSTRUCTIVES
SE POSER LA QUESTION DE SA FOI, DE DIEU
PROFITER DES VACANCES !

4 camps en juillet & août

Transports organisés dans toute la France
Infos & inscriptions : www.jeunes.fondacio.fr

Cœuvres Pontificales Missionnaires

Premier pèlerinage international des Cœuvres Pontificales Missionnaires à Lourdes du 22 au 25 mai 2018

sous la co-présidence du Cardinal Barbarin (France), du Cardinal N'guyen (Vietnam), et du Cardinal Porras (Venezuela)

« Marie 1ère missionnaire : Faites tout ce qu'il vous dira »

Pèlerinage ouvert à tous valides et malades
Prix : 200 €

Inscription : pelerinage2018@opm-france.org
www.opm-france.org/lourdes-2018

emploi

offres

PARIS DES MÉTIERS RECRUTE 2018
#PARISRECRUTE

1 500 OFFRES | 150 EXPOSANTS

JEUDI 3 MAI 10/17H
LE CARREAU DU TEMPLE
Métro République/Temple

VOUS AVEZ UN MÉTIER. NOUS AVONS VOTRE EMPLOI.

Consultez les offres et la liste des exposants sur parisrecrute.fr

Ens. scolaire
Ste-Marie / St-Vincent (Stains et St Denis)
recrute adjoint(e) pastoral(e)
pour septembre 2018, contact.sms@stemarie-stvincent.fr

demandes

Paris, Loire Atlantique
Aux. de vie rech. emploi, 24/24h, aide à la pers. ds son quotidien, 17 a d'exp. (pers. césité, trouble psycho. et maladie alzheimer), D. sér. et honnête avec CV et lettre de réf.
Tél. 06.41.38.05.29

Professionnels

Pour vos devis dans la rubrique

«OFFRE D'EMPLOI»

Contactez :
Tél. 01.74.31.64.18

L'association Entraide Mission Amitié (EMA) recherche des volontaires (France entière) de tous ages +18 ans (projet inter-générationnel) pour encadrer sa colonie en langue française au Nord du Liban auprès d'enfants de 6 à 12 ans, du 28 juillet au 12 août 2018. Aucune exigence de diplôme ou d'expérience.
06.14.32.20.74
www.ema.asso.fr
contact@ema.asso.fr

immobilier

ventes

(10) Côte des Bars, vds anc. presbyt. pour gde famille ou gpe d'amis, 7 chbres et plus, jardin clos, murs en pierres, 230.000 € à déb.
T. 06.78.41.71.23

résidences services



Résidence seniors Nyons (26) Drôme Provençale.
Dans un cadre verdoyant accueille les personnes retraitées autonome. Jardins privés, parkings réservés, proximité centre-ville, résidences sécurisées, cuisine traditionnelle, animations, équipe soignante. Séjours temporaires possibles.
04.75.26.65.65
www.residence-moun-oustaou.fr

services à la personne

amélioration de l'habitat

Nettoyage professionnel de moquettes / fauteuils à domicile par injection extraction
Joseph 01.53.70.86.78

échanges et collections

antiquités

ANTIQUAIRE (expert) CH. CHALMONT
Achète Meubles, Tableaux, Pendules, Argenterie, Miroirs, Bijoux et Objets ANCIENS. Achats dans toute la France et à l'Étranger.
06 08 22 62 16
 Paiement Comptant. Maison fondée en 1925

Professionnels

Pour vos devis dans la rubrique «Travaux»

Contactez : Dominique Hieaux

Tél. 01.74.31.64.18

dominique.hieaux@bayardmedia.fr

Entreprise Familiale

AAA CIMIANO (Sarl)

À votre service pour tous travaux de:

- Peinture ■ Plomberie
- Electricité ■ Climatisation
- Maçonnerie intérieure
- Salles de bains ■ Sols
- Carrelage ■ Débarras
- Remplacement de fenêtres...

Paris et Île-de-France

Nombreuses références y compris en résidences-services et copropriétés. Devis rapide gratuit - Prix compétitif

Délais travaux respectés

06.28.56.47.87 OU **01.44.19.66.17**

Siret 450.780.838.00014

Pour annoncer vos Pèlerinages

utilisez les petites annonces de «La Croix»

pour tous vos devis :

appelez Dominique Hieaux

Tél. 01.74.31.64.18

dominique.hieaux@bayardmedia.fr

rencontres

Se rencontrer, se découvrir

ALLIANCE CHRÉTIENNE

« s'estimer, s'aimer »

Tél. 01 42 93 39 39
www.alliance-chretienne.com

www.immobilier-petits-prix.com

PROCHE CENTRE VILLE



Maison à rénover

Prix : 45.000 €



Rachat de crédit
Restructuration
Crédit total prix + fn
Prêt à taux 0%
06.98.06.66.30

UN CHARME FOU



Maison de maître de 1893 sur 5.000 m²
Prix : 175.000 €

Crédit 100% prix + frais de Notaire - www.transaxia.fr ou Doc. gratuite
Transaxia France - 121 rue d'Auron - 18000 Bourges - 02.48.23.09.33

Particuliers

passer vos annonces par téléphone au

01.74.31.16.18

Du lundi au vendredi de 8 h 30 à 19 h 00 et le samedi de 9 h 00 à 18 h 00

Gagnez du temps et payez par



La sécurité des grands multicoques en question

— Nice accueille à partir d'aujourd'hui les grands multicoques de la classe ultime pour une course à travers la Méditerranée qui sera privée de deux bateaux victimes d'accidents graves, dont celui d'Armel Le Cléac'h.

— Ces avaries posent une nouvelle fois la question de la sécurité de ces machines extrêmes.

Ce devait être la fête des Ultimes, ces nouveaux multicoques moitié flottants-moitié volants qui occupent depuis quelques années le devant de la scène, en attendant le grand événement de 2019 : une course autour du monde en solitaire à des vitesses supersoniques. Un an après la démonstration de force de ces grands multicoques contre le paquebot transatlantique *Queen Mary 2* en juin 2017, ces magnifiques machines sont attendues ce week-end dans la baie des Anges, à Nice, pour le prologue d'une course en équipage en Méditerranée dont le départ sera donné mercredi.

Sauf que trois des cinq bateaux espérés manquent à l'appel. Le premier, *Macif* de François Gabart, avait présenté dès l'annonce de la course un billet d'absence. Le jeune skippeur a mis son bateau en chantier en prévision de la Route du Rhum de l'automne, après le triomphe de son tour du monde en solitaire en quarante-deux jours cet hiver. Mais les deux autres, *Actual* d'Yves Le Blevec et *Banque populaire*, du célèbre Armel Le Cléac'h, ont été victimes d'accidents graves qui les ont empêchés de s'aligner. *Actual* a fait naufrage cet hiver au cap Horn et *Banque Populaire* s'est retourné il y a deux semaines au large du Maroc.



Le multicoque d'Armel Le Cléac'h à l'entraînement au large de Lorient, le 4 avril. Yvan Zedda/BPCE

« Ces bateaux ont fait la preuve depuis des années de leur fiabilité. »

Plus de peur que de mal, puisque aucune victime n'est à déplorer, mais le dommage est important pour l'image de ces bateaux, jugés dangereux par pas mal d'observateurs. « On peut comprendre que des questions se posent à la suite de ces deux accidents, mais il faut s'en tenir aux faits : ces bateaux ont fait la preuve depuis des années de leur fiabilité, trois records du tour du monde ont été accomplis sans dom-

mage, et les problèmes sont plutôt plus rares que dans les autres catégories », soutient Emmanuel Bachellerie, délégué général de la classe ultime 32/23.

Les deux derniers chiffres accolés au nom de la catégorie sont importants, car ils signalent des dimensions de longueur (32 m) et de largeur (23 m) jugées raisonnables par la Fédération de voile, qui a donné son agrément en février dernier. Ces normes ont été établies en concertation avec les architectes et surtout avec les skippeurs à l'origine de la création de la classe, principalement François Gabart et Thomas Coville. « Ce sont des gens sérieux et nous aussi », explique Christophe Gaumont, directeur de cette course organisée par ASO

(propriétaire du Tour de France cycliste et à la voile).

Toutes les précautions ont été prises pour que la course niçoise en Méditerranée, plan d'eau surfréquenté aux beaux jours, se passe sans dommage. Les trois bateaux en course, *Sodebo*, de Thomas Coville, *Idec Sport* de Francis Joyon et *Actual Grand Large Emotion* d'Yves Le Blevec (qui a pu bénéficier d'un bateau de remplacement moins performant que son *Actual* originel) seront menés par des équipages de six personnes, dont quatre en permanence sur le pont. Et ils seront dotés des systèmes de navigation et des radars les plus sophistiqués, censés réduire au minimum les risques de collision.

Jean-François Fournel

Encore plus de football le dimanche

— La Ligue française de football a dévoilé les nouveaux horaires des matchs de Ligue 1 à partir de 2020 : la majorité des matchs sera concentrée sur la seule journée du dimanche, de 13 heures à 21 heures.

En dévoilant la stratégie de la Ligue française de football à partir de 2020, le directeur de la Ligue de football professionnel Di-

dier Quillot a sonné mercredi soir le glas pour une institution vénérable. Exit l'historique multiplex du samedi soir au cours duquel les amateurs sautaient d'un stade à l'autre sur leur radio ou leur télévision.

Cette concentration de quatre matchs au même horaire passe désormais au dimanche, à 15 heures. Le multiplex nouvelle formule, destiné, selon Didier Quillot, à ouvrir les stades le dimanche après-midi à un horaire

favorable aux enfants et au public féminin, sera précédé d'une affiche à 13 heures. C'est l'autre grande nouveauté, à défaut d'être la surprise, du chef. Cette case horaire, destinée à séduire le public asiatique en raison du décalage horaire, avait été testée avec succès en mars, à l'occasion d'un match Paris SG-Nice.

Les deux autres cases actuelles du dimanche, 17 heures et 21 heures, étant conservées, le vendredi (un match à 21 heures)

et le samedi (deux matchs, à 17 heures et 21 heures) devront se contenter de la portion congrue. Les opérateurs de télévision, qui ont quelques jours pour déposer leurs offres, joueront-ils le jeu ? Et si oui, à quelle hauteur ? C'est tout l'enjeu de cette réforme des horaires qui vise à faire rentrer encore plus d'argent dans les caisses. Les chaînes versent actuellement 762 millions d'euros par an à la Ligue, qui vise le milliard.

Jean-François Fournel

essentiel

Cyclisme — Deux coureurs israéliens au départ du Giro

Guy Sagiv et Guy Niv seront les premiers coureurs israéliens à participer à un grand Tour à l'occasion du prochain Giro (4-27 mai), qui s'élancera de Jérusalem et parcourra trois étapes en Israël, avant de rejoindre la péninsule italienne pour se terminer au Vatican. Ils sont les deux seuls nationaux de l'équipe Israel Cycling Academy, créée en 2015 pour former des coureurs du Proche-Orient, dont le leader est le Belge Ben Hermans.

Tennis — Les tournois secondaires victimes de paris truqués

Les tournois secondaires de tennis (niveau Future et Challenger) sont touchés par un « tsunami » (*sic*) de matchs truqués, selon un rapport indépendant. Ce travail avait été commandé par les organisations dirigeantes du tennis après des accusations de triche en janvier 2016, juste avant l'Open d'Australie. La chaîne BBC avait alors accusé les autorités sportives d'avoir couvert des joueurs du Top 50 dont le comportement en match aurait éveillé les soupçons. Le rapport n'a pas « révélé un problème généralisé » dans les tournois du Grand Chelem et les principaux tournois du circuit, soulignant qu'il y avait toutefois « certains problèmes » aux niveaux inférieurs.

Ski — Val-d'Isère rouvre quelques pistes en juin

Faire du ski d'été mais pas sur un glacier : ce sera possible à Val-d'Isère à partir du 3 juin, avec l'ouverture partielle du domaine, liée à l'enneigement de l'hiver. Les importantes chutes de l'année, 9 m au total, interdisent encore l'accès au col de l'Iseran menant vers le glacier du Pissailas. À l'inverse, ces réserves de neige en altitude autorisent, à titre de compensation pour les skieurs privés de glacier, l'ouverture exceptionnelle de quelques pistes sur le versant nord de Bellevarde.

sur la-croix.com
— Des Formule 1 électriques au service de la voiture de série de demain

LA CROIX

Contact abonnés
01.74.31.15.02.
www.la-croix.com/contact

Changer d'adresse
24h/24 7j/7 dans votre espace client :
librairie.la-croix.com/customer/
address/modif/

S'abonner
0 825 825 832 Service 0,18 € / appel + prix appel

du lundi au vendredi de 8 h 30 à 19 h,
le samedi de 9 h à 18 h.
Par internet : librairie.la-croix.com
Par courrier : « La Croix »,
TSA 70008 59714 Lille Cedex 9.

Qualité réception
Si le journal vous arrive en retard de
façon répétitive : « La Croix »
administration générale, service
qualité réception, 18, rue Barbès,
92128 Montrouge Cedex.

Contactez la rédaction
18, rue Barbès, 92128 Montrouge
Cedex. www.la-croix.com
Tél. : 01.74.31.68.36
Fax : 01.74.31.60.02
lecteurs.lacroix@bayard-presse.com

Publicité
01.74.31.60.60.

Carnet
01.74.31.66.06
de 9 h à 18 h, du lundi au vendredi.
Fax : 01.74.31.60.03.
carnetlacroix@bayardmedia.fr

Petites annonces
Tél. : 01.74.31.16.18 (de 9 h à 18 h).
Fax : 01.74.31.60.00.

**Contact pour
les marchands de journaux**

0 800 29 36 87 Service gratuit + prix appel

Édité par BAYARD PRESSE S.A.,
société anonyme à directoire et conseil
de surveillance. 18, rue Barbès,
92128 Montrouge Cedex. Téléphone :
01.74.31.60.60. Fax : 01.74.31.60.01.
Directoire : Pascal Ruffenach, président et
directeur de la publication ; André Antoni, Alain
Augé et Florence Guémy, directeurs généraux.
Président du Conseil de surveillance :
Hubert Chicou. Actionnaires : Augustins de
l'Assomption (93,7 % du capital), SA Saint-Loup,
Association Notre-Dame de Salut. Directeur,
directeur de la rédaction : Guillaume Goubert.
Directeur délégué, administrateur général :
Arnaud Broustet. Directrice adjointe de
la rédaction : Florence Couret. Rédacteurs en
chef : François Ernenwein, Isabelle de Gaulmy,
Dominique Greiner, Jean-Christophe Ploquin.
Rédacteur en chef technique : Pierre Allais.
Correspondant permanent à Rome : Nicolas
Senèze. Responsable de la vente au numéro :
Marie-Pierre Tour. Bayard Publicité-La Croix.
Directrice : Sibylle Le Maire. Directrice
adjointe : Fabienne Marquet, 18, rue Barbès,
92128 Montrouge Cedex. Fabrication : Bayard
Presse, 18, rue Barbès, 92128 Montrouge Cedex.
Impression : Paris Offset Print, 30, rue Raspail,
93120 La Courneuve ; Midi Print, ZA du pôle
actif, 30660 Gallargues-le-Montueux.
Bayard Presse Benelux : Éditeur responsable :
Laurence Festrats, rue de la Fusée 50, bte 10,
1130 Bruxelles. Téléphone : (0800) 90.028.
Site : www.bayardchretien.be. N° de compte :
732 0043201-87. États-Unis : La Croix (USPS
n° 020305) is published daily in Paris by Bayard
Presse at a yearly subscription rate of 714\$US.
Periodicals postage paid at Champlain NY and
additional mailing offices. Address changes
should be sent to : IMS of NY, box 1518,
Champlain NY 12919-1518. Printed in France.
Origine du papier : France. Taux de fibres
recyclées : 50,5 %. Origine des fibres :
papier issu de forêts gérées durablement.
Impact sur l'eau : P_{tot} 0,010 kg/T
Reproduction d'articles interdite
sauf autorisation de la Direction.
N° de commission paritaire (CPPAP) :
11019 C 85695.
Dépôt légal à date de parution.
Abonnement annuel plein tarif : 426 €.
Audience mesurée par
AUDIPRESSE



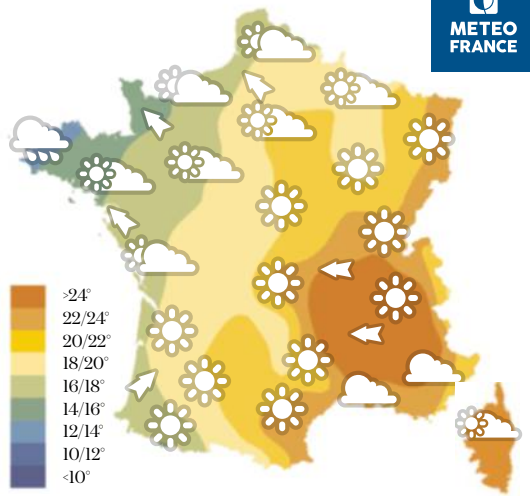
météo

Soleil Eclaircies Nuageux Couvert Pluie Averses Orages Brouillard Neige Vent

Vendredi

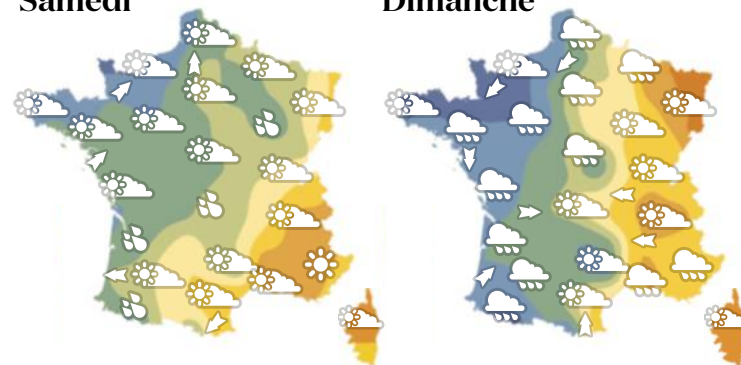
Les températures

Lille	6°	19°
Brest	8°	14°
Reims	4°	20°
Paris	8°	21°
Le Mans	7°	19°
Strasbourg	6°	23°
Nantes	6°	17°
Besançon	6°	23°
La Rochelle	8°	16°
Clermont-Fd	2°	23°
Bordeaux	7°	18°
Lyon	7°	27°
Grenoble	7°	26°
Biarritz	8°	17°
Toulouse	5°	22°
Perpignan	9°	21°
Marseille	12°	20°
Nice	13°	20°
Ajaccio	13°	21°



Samedi

Dimanche



mots croisés

Problème n° 6860 d'Arthur Gary

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										

Horizontalement. - I. Ferme à clé à l'autel. - II. De grâce, autrefois. Aide à la mise en page. Tête de liste en France. - III. Besoin de jeune. Coin de mouillage. - IV. Cité de France. Métal gris-blanc. - V. On y met des vêtements ou des harengs, par exemple. - VI. Partie en fugue. Devant le nom du patron. - VII. Certes pas dissimulé. Crêpe mexicaine. - VIII. Baisse des prix. Jour qui perce. - IX. Il sort en pression. Sièges inconfortables. - X. Membre d'un parti. Patron de Bigorre.

Verticalement. - 1. Défaut de cavalier. - 2. Pompée par César. - 3. Contraction douloureuse. - 4. Tissu composé de cellules juxtaposées. - 5. Il part de la caisse. Elle nous réserve un bon accueil. - 6. Air marin. - 7. Pas courant pour un chien. Platine. - 8. Juges musulmans. Son langage est souvent moins brillant que son plumage. - 9. Noir ou jaune chez le poissonnier. Trophée de guerre. - 10. Dedans. Assez fine pour rouler.

Solutions du n° 6859: Horizontalement. - I. Escarville. - II. Far. Bais. - III. Fournaises. - IV. Ludions. Na. - V. Alisme. - VI. Nets. Tante. - VII. Éon. Raie. - VIII. Ut. Lèse. - IX. Entérinées. - X. Et. Récents. **Verticalement.** - 1. Efflanquée. - 2. Saoule. T.N.T. - 3. Crudité. - 4. Rissoler. - 5. Renom. Néré. - 6. Anet. Sic. - 7. Ibis. Arène. - 8. Las. E.N.A. En. - 9. Lien. Tiret. - 10. Essayée. S.S.

saint du jour

Saint Théodore (+ 368)

Originaire de Haute-Égypte, Théodore est un disciple de saint Pacôme. Il le rejoint au monastère de Tabennèse, où Pacôme le charge de veiller sur les diverses communautés de moines, en les instruisant

et les conseillant. Théodore se montre habile à réconcilier les frères divisés. Il succède plus tard à Pacôme et à Pétrionios dans le gouvernement du monastère de Tabennèse.

Demain Saint Pierre Chanel

méditation

Samedi de la 4^e semaine de Pâques

(Jn 14, 7-14)

Quel est donc ce Dieu peu jaloux de ses prérogatives? Ce Dieu dont la puissance est telle qu'il peut hisser sans crainte l'homme à sa hauteur. « Celui qui croit en moi fera les œuvres que je fais. » On est touché par l'emploi inouï d'un implicite comparatif d'égalité; on l'est bien davantage encore quand on lit la suite, mystérieuse en vérité: « Il en fera même de plus grandes, parce que je pars vers le Père. » Avouons-le, le comparatif de supériorité ici a de quoi dérouter. Qui est donc ce Dieu si confiant envers l'homme? Par sa propre vie sur terre, Dieu n'a donc pas saturé tous les pos-

sibles des œuvres humaines. Dans son corps qui est l'Église, il permet ainsi à certains de le surpasser. Lui qui pourtant a connu, comme Dieu, le sommet de la souffrance, il sait que des hommes, au plan humain, pâtiront du mystère de la Croix d'une façon peut-être plus exigeante encore. Il voit déjà des hommes endurer beaucoup. Il voit les grands saints de l'histoire de l'Église accomplir des œuvres qui humaine-ment surpasseront sa propre action sur terre.

La condition? Que lui « parte vers le Père », non pour se détourner du monde, ni se détacher de l'aventure humaine. Mais, de façon divine, pour la tenir puissamment dans son cœur. Pour la soutenir, très mystérieusement.

Patrick Laudet (diacre)

Autres textes : Ac 13, 44-52 ; Ps 97.

Lundi de la 5^e semaine de Pâques

(Jn 14, 21-26)

À la veille de son départ, Jésus confie à ses disciples son testament. Il sera désormais présent d'une autre manière. Le Crucifié-Ressuscité choisit de dépendre de notre « oui » et de nous donner comme vocation de le chercher sans cesse. Nous pourrions ainsi le connaître et l'aimer.

À la croisée des chemins, au confluent des désirs de l'homme et de Dieu, l'amour est présent. En ce lieu unique, s'engage alors une alliance scellée sur une Parole, celle de Jésus. Parole qui se livre. Parole vulnérable comme un trésor contenu dans un vase d'argile. Parole qui demande notre fidélité.

Cependant, nous reconnaissons que bien souvent nous sommes distraits. Nous oublions notre mission. Nous écoutons d'autres paroles qui nous dispersent et nous divisent. Comment être fidèle? Seul nous ne pouvons pas aller très loin dans l'amour. C'est pourquoi Jésus nous envoie le défenseur, l'Esprit Saint. C'est lui qui fait remonter à notre mémoire notre vocation d'enfant de Dieu. C'est lui qui nous rappelle que Jésus est la pierre angulaire de notre vie. Avec l'Esprit Saint nous retournons à notre cœur. Nous ne pourrions aller à Dieu tout seul, c'est peine perdue. Mais avec l'aide de la grâce et de nos frères et sœurs, tout est possible à celui qui aime! Viens, Esprit Saint, nous embraser de tes dons.

Une oblate de l'Assomption

Autres textes : Ac 14, 5-18 ; Ps 113B.

Vous voulez réagir à un article d'un de nos journalistes Vous voulez vous exprimer sur un sujet particulier

Ecrivez à l'adresse

lecteurs.lacroix@bayard-presse.com

De la rue à l'emploi, avec Emmaüs Défi

Pour donner du travail à des personnes à la rue, Emmaüs Défi a créé un chantier d'insertion sur mesure.

« **R**egar-

dez! Là! Devant vos yeux. Là!!! » On ne la distingue pas tout de suite, au milieu des canapés en simili cuir, des armoires vernies, des sommiers à lattes et des fauteuils en tissu fleuri, mais la mezzanine en bois clair trône bien au centre du rayon meubles du bric-à-brac d'Emmaüs Défi, situé dans l'ancien marché couvert Riquet, dans le 19^e arrondissement de Paris. Prête à la vente pour le samedi suivant, ou le mercredi après-midi, quand ce vaste magasin solidaire, entièrement composé d'objets donnés, sera ouvert au public. « La mezzanine, on l'a montée ce matin », précise Frantz, 46 ans, sourire gouailleur et casquette sur la tête. Depuis trois mois, Frantz est « monteur meuble » chez Emmaüs Défi. Un contrat en chantier d'insertion de 26 heures par mois, avec une fiche de paie, des horaires, des collègues. « Ça va tonton? », s'esclaffe-t-il en apostrophant Ismain, de l'équipe logistique, qui, lui, revient de collecte à domicile.

Frantz n'a pas toujours eu des collègues avec qui blaguer. Pendant des années, « j'étais en situation de galère, un peu à la rue, sous la tente, et aussi dans un squat : c'était système D », résume-t-il, sans en dire plus. Alors, quand des travailleurs sociaux lui proposent de reprendre le travail, il lui faut une remise en jambe progressive. Pendant un an, il est d'abord venu une demi-journée par semaine à Emmaüs Défi, puis deux, puis trois...

« Notre idée, c'est d'adapter le travail à la personne et non l'inverse », explique Sophie Roche, chef du projet Convergence à Emmaüs Défi. Tout a commencé quand, à la suite du mouvement d'occupation du canal Saint-Martin par des sans-abri, à l'hiver 2006-2007, grandit la conscience que pour sortir de la rue, il faut certes un toit, mais aussi un travail. Emmaüs France et le groupe Emmaüs d'Île-de-France décident alors, avec le soutien de la Ville de Paris, de créer Emmaüs Défi pour trouver des solutions adaptées. En 2007 est d'abord créé un chantier d'insertion destiné aux personnes sans abri, embauchées pour des

activités traditionnelles d'Emmaüs, comme la collecte d'objets, le tri et la revente. Mais, très vite, l'équipe comprend que le format des chantiers d'insertion, avec des contrats aidés de 26 heures par semaine pendant deux ans au maximum, n'est pas adapté. « Quand on est dans la rue, un boulot de 26 heures, ça ne tient pas dans la durée, il fallait quelque chose de plus progressif », confirme Sophie Roche.

« Quand on est dans la rue, un boulot de 26 heures, ça ne tient pas dans la durée, il fallait quelque chose de plus progressif. »

Emmaüs Défi décide alors d'innover en créant en 2009 un dispositif de travail progressif, baptisé « Premières heures ». Repérés par des éducateurs de rue, les sans-abri qui ont envie de reprendre une activité sont invités à venir travailler d'abord quatre heures par semaine avec leur mараudeur. En contrat avec Réagir, une association intermédiaire qui fonctionne comme une entreprise d'intérim associative, ils sont payés au smic horaire. Puis, quand ils se sentent à l'aise, ils passent à 8 heures par semaine, puis 12, puis 16. « L'enjeu n'est pas la productivité, mais la remobilisation. Parfois, quand elles arrivent, les personnes ne sont pas en état de travailler, mais elles viennent, c'est déjà important. Nous leur laissons le temps. On ne les met pas en difficulté, on leur propose des activités qu'elles vont réussir », détaille Sophie Roche.

Au total, le parcours Premières heures peut durer un an. Puis, pour ceux qui le souhaitent, il peut déboucher sur un contrat d'insertion classique de 26 heures sur le chantier d'insertion, qui, lui, pourra durer jusqu'à cinq ans, Emmaüs ayant réussi à obtenir d'abord une dérogation à la durée maximale de deux ans puis à faire entrer la durée de cinq ans dans le droit commun via la loi El Khomri de 2016. À Emmaüs Défi, où près de 500 sans-abri sont passés par Premières heures depuis 2009, 70 % ont eu accès à un contrat de



Le bric-à-brac d'Emmaüs Défi, un vaste magasin solidaire situé à Paris. Adélie Châtelier/Emmaüs Défi

De la rue à l'emploi, avec Emmaüs Défi

Prochain dossier :
Au Paraguay, l'orchestre d'instruments recyclés de Favio Chavez

« Parfois, quand elles arrivent, les personnes ne sont pas en état de travailler, mais elles viennent, c'est déjà important. »

Les clés du sujet

Un laboratoire d'innovations sociales

POURQUOI?

Emmaüs Défi est né en 2007 selon la volonté d'Emmaüs France de trouver des solutions pour accompagner par l'emploi des personnes sans domicile. Ce dispositif a pris la forme

d'un chantier d'insertion adapté aux plus exclus.

COMMENT?

Emmaüs Défi se vit comme un laboratoire d'innovations sociales qui teste des solutions, les évalue et propose ensuite à d'autres de les utiliser. Il a créé les dispositifs de remise progressive au travail, Premières heures, et d'accompagnement concerté, Convergence.

Il a aussi développé les ReCréateurs, ateliers de création à partir de récupération de textile ou de bois, et L'Équipage, sorte de filiale logistique pré-professionnalisante. La Banque solidaire de l'équipement (BSE) permet d'équiper des ménages très modestes lors de leur premier emménagement. Les Amistocks sont une solution d'économie circulaire qui, dans Paris, propose à des particuliers, des boutiques et des mai-

ries de devenir points de collecte solidaire.

ET VOUS?

Les Parisiens peuvent aider Emmaüs Défi de plusieurs façons. D'abord, en donnant des objets, soit en programmant une collecte à domicile (tél. : 09.70.81.89.60), soit en les déposant dans un point de collecte Amistock (don.emmaus-defi.org), ou en se rendant dans

un des points de collecte ouverts le samedi matin (eco-systemes.fr/proximate/index.php/paris). On peut aussi venir acheter des objets aux heures d'ouverture de la boutique, au 40 rue Riquet, ou au 104 rue d'Auberwilliers, dans le 19^e arrondissement. On peut enfin devenir bénévole (benevole@emmaus-defi.org) ou point de dépôt Amistock (contactamistocks@emmaus-defi.org).

●●● Suite de la page 21.

26 heures. Mais au total, pas moins de 800 personnes en ont bénéficié, car une fois expérimenté puis évalué, le dispositif a été conventionné par la Mairie de Paris et mis à la disposition d'autres associations. Dix-huit l'utilisent aujourd'hui.

« Avant, ma vie c'était nul, zéro, la galère, l'errance. Maintenant, je suis sur la voie. Je dors à l'hôtel, je vais peut-être avoir un appartement thérapeutique. »

À Emmaüs Défi, les activités vont donc de la collecte d'objets au tri et au montage, en passant par la vente. Pour diversifier les compétences professionnelles, l'association a encore innové en créant deux ateliers « ReCréateurs » en bois ou en textile, pour une dizaine de salariés, dont cinq femmes qui, à partir d'objets abîmés, réalisent des pièces uniques vendues au 104, le centre culturel à la mode du 19^e arrondissement.

Au rayon livres, Jean-Patrick montre le travail à un nouveau. Lui est « passé à 26 heures, d'abord au textile puis dans l'équipe livres », il y a plus d'un an. « Tu me suis partout, toi, dis donc?! », l'interpelle un collègue malicieux, tournevis à la main. « C'est lui qui me suit, mais il ne s'en rend pas compte », riposte Jean-Patrick, avant de reprendre, plus sérieux : « Avant, vous savez, ma vie c'était nul, zéro, la galère, l'er-



Les ateliers « ReCréateurs » en textile ou en bois (en haut et en bas), où travaillent une dizaine de salariés qui, à partir d'objets abîmés, réalisent des pièces uniques qui seront ensuite vendues. Ishta et Emmaüs Défi

rance... Maintenant je suis sur la voie. Je dors à l'hôtel, je vais peut-être avoir un appartement thérapeutique, j'ai pu aller en vacances chez mes enfants. J'aurais jamais pu faire tout ça tout seul. »

Si Jean-Patrick et ses collègues sont maintenant « sur la voie », c'est sans doute aussi parce qu'Emmaüs Défi a souhaité aller plus loin. « On s'est rendu compte que si on voulait que la personne ne retourne pas dans la rue au bout de quelques années, il fallait travailler sur toutes les difficultés », reprend Sophie Roche. En 2012 naît donc un second dispositif appelé Convergence. Qui non seulement renforce l'accompagnement, en ajoutant, dans chaque atelier, un éducateur pour accompagner les personnes à leurs rendez-vous médicaux ou administratifs, mais surtout s'appuie sur un réseau de partenaires (entreprises, bailleurs, associations, acteurs de la santé...) de façon à ce que chaque problème puisse trouver une solution.

En 2015, à la fin d'une première phase d'expérimentation, les résultats sont là : 62 % des personnes accompagnées sont stabilisées dans leur situation de logement, 41 % ont trouvé un emploi ou une formation, 39 % ont accès à un parcours de soins... Un beau résultat quand on sait que 43 % de ces personnes ont vécu dans la rue plus de deux ans. « On a eu très peu de ruptures de parcours, ceux qui ont été emmenés vers l'emploi y sont toujours, ceux qui ont eu accès à un logement l'ont toujours, ce qui est très rare compte tenu du profil des personnes », se félicite Sophie Roche. Le dispositif, qui a bénéficié à près de 400 personnes, est en cours de déploiement sur trois autres chantiers d'insertion parisiens.

Nathalie Birchem

des idées pour agir

Hauts-de-France

L'épicerie sociale est ambulante

En Flandre-Lys (autour de Merville, entre le Nord et le Pas-de-Calais), l'épicerie sociale est ambulante. Sur les rayonnages du camion, les pâtes, le riz, la farine ainsi que des produits frais ou ménagers sont vendus à 20 % environ du prix habituel. Une fois par semaine, le camion stationne dans un lieu discret d'une des communes de la communauté de communes Flandre-Lys. Souvent, le véhicule se gare près d'un local social ouvert, car au-delà de l'aide alimentaire, l'épicerie sociale ambulante est le support d'un accompagnement social plus important.

Chaque bénéficiaire est titulaire d'une carte portant un crédit particulier mensuel calculé en fonction des revenus et du nombre de personnes vivant dans le foyer aidé. Les familles (près de 200, à terme) s'inscrivent via les centres communaux d'action sociale (CCAS) au service de l'épicerie. Des supermarchés de la région donnent leurs invendus, mais l'épicerie agit aussi en partenariat avec la banque alimentaire du Nord et l'Association nationale des épicerie solidaires. Elle est complémentaire des autres initiatives caritatives, Restos du cœur, Secours populaire ou Secours catholique, entre autres.

Le site — Habicoop, pour habiter collectivement

Le site Habicoop donne toutes les informations possibles sur les sociétés coopératives d'habitants qui regroupent des personnes qui veulent gérer et améliorer, ensemble, les logements qu'ils occupent dans un même immeuble ou sur un même terrain. Les valeurs fondamentales sont la propriété collective, la sortie du système spéculatif et la démocratie. La fédération Habicoop a obtenu une reconnaissance légale de cette nouvelle forme d'habitat en 2014.

Site : www.habicoop.fr

Réinsertion

Des pommes et des hommes

Dans l'Oise, Anne-Charlotte Vivant, fondatrice des reToqués, ingénieure agronome de formation, a décidé de récupérer des pommes non commercialisables pour en faire des éclats de fruits déshydratés, en donnant du travail à des personnes en grande précarité suivies par l'association Lazare. Ainsi, les productions déclassées d'Alexandre Prot (Vergers de Sennevières) sont rétribuées à un prix qu'il fixe lui-même, en fonction de ses coûts de production. De même, Étienne Villemain, de l'association Lazare, estime que « le projet des reToqués va (lui) permettre d'aider certaines de ces personnes cabossées par la vie à retrouver un emploi ».

Rens. : lesretoques.com

Économie circulaire

Petites reines de Valenciennes

À Valenciennes (Nord), les cyclistes effectuent eux-mêmes les réparations sur leurs vélos, au Bar à pièces, un « lieu d'entraide et d'interconnaissances ». Dans cette Maison du vélo, les prix incitent à réparer plutôt qu'à acheter du neuf. Ouvert il y a un peu plus d'un an, l'atelier soutient ainsi les petites reines comme mode de transport, selon les principes de l'économie circulaire. Grâce à une cotisation maximale de 15 € par an, salariés, étudiants et demandeurs d'emploi trouvent là des conseils pour la réparation de leur propre vélo, cinq établis, des outils et des pièces détachées.

Maison du vélo : 91, rue du Chauffour, 59300 Valenciennes

Le chiffre

7 000 bénévoles au service du sauvetage en mer et sur les plages, sous la bannière de la Société nationale de sauvetage en mer (SNSM), ont, en 2017, secouru 9 000 personnes en mer, soigné 19 000 autres sur les plages. Ces 1 300 nageurs sauveteurs et 4 400 sauveteurs embarqués sur 450 bateaux basés dans 219 stations de sauvetage ont effectué plus de 6 000 interventions au large et le long des côtes.

Agenda — De ferme en ferme, dans le Vaucluse

Samedi 28 et dimanche 29 avril, 40 producteurs, répartis sur l'ensemble du Vaucluse, ouvriront les portes de leurs fermes au public. « De ferme en ferme » a lieu simultanément dans plus de 20 départements, le dernier week-end d'avril. Il permet de rencontrer les paysans sur leur ferme, de voir et comprendre leurs modes de production agricole à travers des visites commentées des fermes, des activités partagées, des démonstrations et des dégustations de produits fermiers. Programme : defermeenferme.com

« Tous dans l'même bateau » aux Sables-d'Olonne

Le festival COP 85, organisé par « Tous dans l'même bateau » aux Sables-d'Olonne (Vendée), donnera accès, les 28, 29 et 30 avril, pour 5 € seulement par jour, aux projections, aux conférences et au village des possibles animé par les associations Alternatiba, Kokopelli, Bloom, Colibris, LPO, Lalouet'Coop, Demain Vendée, APNO, Abeilles vendéennes, potager La Marion... Par ailleurs, deux concerts auront lieu, avec les Ogres de Barback et Hugues Aufray.

Programme : tousdanslemembateau.fr

Portrait. La jeune étudiante conçoit des recettes simples, vertueuses pour la planète, la santé et le porte-monnaie.

Aline Gubri, un colibri très actif

Fidèle à la légende du colibri qui remplissait son bec d'eau pour éteindre la forêt en flammes, narrée par l'agriculteur et philosophe Pierre Rabhi, Aline Gubri, 22 ans, fait « sa part au quotidien ». Et bien plus que cela. Son dessein est désormais de « former des colonies de colibris consommant de façon raisonnée ». Avec quatre commandements : bouter le plastique hors du cabas, acheter « moins mais mieux », investir dans du durable et fabriquer ses produits.

Dans un livre paru en novembre dernier (1), la jeune étudiante, qui achève un master en développement durable à la Sorbonne (après un premier cycle en sociologie), livre son expérience et ses recettes pour mener une vie « sans plastique, ni toxique ». Avec quelques produits de base (vinaigre blanc, bicarbonate, huile de coco...), le lecteur apprend aussi à fabriquer ses produits ménagers, ses cosmétiques, son déodorant ou des paniers-repas rigolos pour les enfants.

« La plupart des recettes que je trouvais sur Internet ne me convenaient pas, car elles étaient trop compliquées ou je n'appréciais pas la texture. Si ce n'est pas simple, les habitudes ne sont pas durables », estime-t-elle. Son livre fourmille d'informations sur les méfaits des produits industriels sur la santé et l'environnement, et propose des solutions de remplacement faciles à adopter au quotidien comme apporter ses plats en verre chez le traiteur. Le sien lui fait même une petite réduction pour ce geste !

Comment se lance-t-on à 20 ans dans la quête d'une « consommation raisonnée » ? « J'ai grandi dans une famille qui avait une conscience environnementale, explique-t-elle. On ne gaspillait pas, on s'interrogeait sur ce que l'on consommait. Mais, une fois mon indépendance prise, je me suis mise à acheter sans réfléchir, notamment des vêtements à petits prix. Ma pouille était énorme. Mes actes ne correspondaient plus à mes valeurs. C'est à ce moment que l'on m'a



Aline Gubri. Éditions Thierry Souccar

offre le livre de Bëa Johnson, Zéro déchet. J'étais sceptique mais décidée à diminuer mes déchets. »

Au terme d'une année de « transition », au cours de laquelle elle s'amuse à tester des recettes et change ses habitudes de consommation, elle se sent en meilleure santé et comprend qu'elle dépense 30 % de moins qu'avant. « Avec un budget d'étudiante, ça me permet de manger bio et de me payer des loisirs ! », s'exclame-t-elle.

« J'ai voulu le faire en me lançant de petits défis, sans penser que je démarrais un nouveau projet de vie », explique Aline Gubri, qui s'est fait connaître avec le succès de son blog « Consommons sainement » (www.consommonsainement.com, 40 000 lecteurs). Cette aventure lui a inspiré une vocation : devenir conseillère environnementale pour les institutions publiques et les entreprises. Son conseil : « Y aller à son rythme, en essayant chaque jour de franchir un pas nouveau » et en se sentant peu à peu pousser des ailes de colibri.

Aude Carasco

(1) Zéro plastique, zéro toxique. 101 astuces et DIY pour un quotidien sain et écologique, Éd. Thierry Souccar, 192 p., 13,90 €.



Kaos, Sicile

La chronique de **Stéphane Audeguy**

Kaos est un lieu-dit sur la côte sud de la Sicile, entre Porto Empedocle et la ville d'Agrigente. Le dramaturge Luigi Pirandello y naquit par hasard, lui qui parlait de sa naissance comme du début de son passage involontaire sur cette terre : sa famille s'était réfugiée là pour fuir une épidémie de choléra, vers 1867. Au cas où vous vous poseriez la question : oui, ce nom de Kaos est effectivement la déformation sicilienne du mot grec. C'est aussi le titre d'un beau film des frères Taviani, justement adapté de quelques-unes des *Nouvelles pour une année* de Pirandello : nul doute que l'écrivain, et les frères cinéastes ont puisé là un certain sens de l'humour et un sens certain du désastre, de sorte que je ne puis que vous recommander et le film, et le recueil, si vous ne les connaissez pas.

Mais cette histoire de chaos est tellement consubstantielle à ce que je ressens et pressens de la Sicile, de son charme, de sa grandeur si particulière que je veux

m'y arrêter un peu ; il sera donc question ici d'Histoire, bien sûr, mais aussi de Temps.

Si à Ségeste, à Sélinonte, à Agrigente, j'admire comme tout un chacun la sobriété des lignes des temples, l'élégance de leurs proportions, les sites mêmes où ils ont été bâtis, je sais aussi que mon admiration est marquée par un certain nombre d'anachronismes (ce qui ne l'empêche pas d'être fondée, je crois, tout compte fait : mais en beauté, plutôt qu'en histoire). Après tout, l'ocre merveilleux des pierres du temple de la Concorde d'Agrigente était initialement recouvert d'un stuc blanc, son fronton était coloré de rose et de bleu, sans parler des nombreuses dorures... Quant au choix des sites, si probablement l'esthétique n'y fut pas étrangère, il tenait surtout à des considérations stratégiques : tel éperon rocheux, tel à-pic vertigineux furent d'abord des murailles naturelles, des positions que l'on pouvait tenir, militairement s'entend.

Ainsi nous ne pouvons traverser sans encombre l'épaisseur

Ainsi va la théorie des empires. Ils viennent, règnent et tombent...

des temps pour rejoindre une Grèce simple, pure, originaire. Celle-ci n'a jamais existé que comme un effet de notre perception présente. Nous ne pouvons approcher le passé que par un effort soutenu d'imagination ; la visite du site archéologique nourrit notre vision, mais elle ne la crée pas ; enfin si le célèbre temple de la Concorde d'Agrigente, dont le nom est d'ailleurs aussi récent qu'impropre, se trouve aujourd'hui assez bien conservé, c'est qu'en 597 un évêque le transforma en basilique, à l'instar de ce Panthéon de Rome qui dut son ambivalent salut à une consécration chrétienne qui en changea la nature. Ainsi va la théorie des empires. Ils viennent, règnent et tombent : à cinq minutes de voiture de la Vallée des temples, on trouve une *Città dei Templi*

qui m'a paru d'un assez pur style berlusconien tardif. Il s'agit bien évidemment d'un centre commercial.

À deux kilomètres de cet édifice hideux (notre époque restera-t-elle donc comme l'inventeur de l'hypermarché et du parking géant ?), dans la Vallée des temples d'Agrigente, donc, je marche au milieu de ces colonnes de temples tombées, qui font rêver à quelque ossuaire de géants, et me renvoient en pensée à la prose du Méditerranéen Albert Camus qui décrit dans *Noces*, si je me souviens bien, des ruines romaines du côté de Djemila, en Algérie. J'admire des oliviers multicentennaires dont je suis certain que Goethe les aimait avant moi, tandis que la pierre dans laquelle on a sculpté ces colonnes me renvoie à un temps infiniment plus lointain où d'épais dépôts de sables calcaires, soumis à des pressions considérables, se sont peu à peu transformés en grès ; et cette concrétion d'un fond marin, dont l'histoire me dépasse, dans tous les sens du terme, m'émeut profondément.

Hier encore, près de Sélinonte, sur le site d'une ancienne carrière dite *Cave di Cusa*, j'avais pu contempler, taillées à demi dans la roche tendre, des ébauches de colonne que nul ne finit alors et n'achèvera jamais. J'y songeais encore devant les colosses tombés aux pieds de la moderne ville d'Agrigente, lorsqu'un touriste français, goguenard et bricoleur, jetant un œil tout près de moi à un tronçon de colonne où les artisans romains avaient patiemment creusé une sorte de mortaise pour l'apparier aux sections voisines, s'exclama avec une ironie mâtinée d'admiration : « *Eh ben aujourd'hui, en deux heures de disquette, c'est fini.* » Certes. Je n'eus pas la cruauté de lui demander comment il expliquait, dans ces conditions, la laideur abyssale du centre commercial *Città dei Tempi*, où je ne doute pas que l'on peut acheter des disquettes tout à fait performantes.

Au-dessus de nous dansaient les hirondelles qui font si bien, quoi qu'on en dise, le printemps, et qui ne savent rien des hommes et des temples.

L'image

◀◀
Les maîtres ouvrent la porte mais c'est à toi d'entrer.
▶▶

Proverbe chinois



Le réalisateur Abbas Kiarostami photographié par Abbas sur le lieu du tournage de son film *Le Goût de la cerise*, près de Téhéran (Iran), en 1997.

A. Abbas/Magnum Photos